

ATTISÉS PAR LES VENTS

# VIOLENTS INCENDIES À TIPASA

Lire l'article de M. Aziza page 4



## Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

MASCARA

Un mort et 19 blessés  
dans un carambolage  
impliquant 30 véhicules

P. 5



Tebboune  
reçoit un appel  
téléphonique de son  
homologue allemand

P. 3



CAN 2025 - PRÉPARATION  
Premier test réussi  
et des satisfactions  
à la pelle pour l'EN

P. 12



AVEC L'ARRIVÉE  
DES PLUIES

## Ghaza face à une nouvelle catastrophe

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



## Ahmed Wahbi : Le Maître de l'Oranité

Lire l'hommage de Laâla Bechetoula page 9



Avec l'arrivée des pluies  
Ghaza face à une nouvelle catastrophe

Mohamed Mehdi

Vendredi, 36<sup>e</sup> jour du cessez-le-feu, Israël continue de violer unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en poursuivant ses attaques meurtrières contre les civils de Ghaza et en ne respectant pas le volet des aides humanitaires préconisé par le «plan de paix», et ce en total accord avec l'administration Trump. Dans son rapport statistique de jeudi dernier, le ministère de la Santé a fait état de 2 martyrs, d'un corps retiré sous les décombres et une nouvelle victime des tirs israéliens, ainsi que 5 blessés durant les précédentes 24 heures (mercredi).

Ce nouveau bilan quotidien porte le nombre de victimes des attaques israéliennes, depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025, à 260 martyrs et 632 blessés, ainsi que 533 corps retirés des décombres. Le bilan global des victimes depuis le début du génocide israélien à Ghaza passe ainsi à 69.187 martyrs et 170.703 blessés, ajoute le nouveau rapport statistique. Concernant le cessez-le-feu, le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé, mercredi, au strict respect de l'accord qu'il a qualifié de «fragile» et «peu respecté» par l'entité sioniste, appelant à ouvrir la voie à la mise en place d'une solution à deux Etats, a rapporté l'APS.

« Le cessez-le-feu à Ghaza est fragile, il est régulièrement violé. Et j'en appelle fortement à ce qu'il soit pleinement respecté afin d'ouvrir la voie à la mise en place d'une solution à deux Etats », a déclaré mercredi Guterres, lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU à New York, ajoute la même source.

Guterres a souligné que les opérations humanitaires à Ghaza se poursuivaient malgré de nombreux obstacles, ajoutant que « les agences onusiennes augmenteront considérablement leur aide humanitaire à Ghaza, même si certaines difficultés persistent ».

GHAZA NOYÉE  
AUX PREMIÈRES PLUIES

Ce que redoutaient les habitants de Ghaza est arrivé dans la nuit de jeudi à vendredi où de fortes pluies ont été enregistrées faisant redouter le pire dans le cas d'un hiver rigoureux et le blocage persistant des aides et d'abris par Israël. Les habitants de Ghaza affrontent l'entrée de l'hiver sous des tentes usagées qui les protègent très mal du froid glacial et du vent, après la destruction de leurs maisons par Israël durant les deux années de génocide. Mahmoud Basal, porte-parole de la Protection civile de Ghaza, a déclaré à Al Jazeera que l'enclave « a besoin d'au moins 450.000 tentes pour abriter les personnes déplacées », ajoutant que des « milliers de tentes ont été inondées par les pluies » rendant la situation humanitaire davantage

invivable. La Protection civile a appelé à la coopération et à la solidarité entre les habitants « pour sécuriser les tentes et de les entourer de barrières de sable chaque fois que cela est possible afin d'empêcher les inondations ».

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a confirmé, jeudi, que 282.000 maisons ont été détruites ou endommagées par les bombardements israéliens à Ghaza. Le maire de Khan Younes a, lui, tiré la sonnette d'alarme sur la destruction de l'écosystème végétal qui a été « systématiquement et délibérément détruit », par les bombardements, « y compris la végétation, dont 90% a disparu ». Le même responsable a également souligné les risques environnementaux dus à l'accumulation des déchets. « Nous sommes confrontés à une véritable catastrophe qui entraînera la propagation de maladies et d'épidémies », a-t-il déclaré à Al Jazeera. Pour sa part, le vice-président de l'Union des municipalités de Ghaza, Alaa al-Batta, a fait état de « 700.000 tonnes de déchets s'accumulent dans différentes zones de l'enclave », ajoutant que durant l'agression l'occupation a détruit quelques 700 puits d'eau potable, ce qui a fait passer la ration quotidienne d'eau par habitant de 90 à 15 litres ». « Les municipalités de Ghaza sont incapables de fournir même les services essentiels les plus élémentaires en raison des pénuries de carburant et d'équipements nécessaires », a-t-il ajouté.

CISJORDANIE  
OCCUPÉE:  
ASSASSINATS,  
DÉPLACEMENT  
DE POPULATION  
ET DESTRUCTIONS  
D'HABITATIONS

De son côté, concernant la situation en Cisjordanie occupée, le Bureau des Nations Unies aux droits de l'homme a déclaré que le déplacement permanent de Palestiniens dans les territoires occupés constitue un crime de guerre, estimant que « la revendication de souveraineté du gouvernement israélien sur la Cisjordanie occupée et l'annexion de certaines parties de celle-ci violent le droit international », a rapporté Al Jazeera.

Pour sa part, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a appelé à mettre fin aux attaques contre les Palestiniens et leurs biens et à ce que les auteurs de ces attaques soient tenus responsables de leurs actes et à mettre en œuvre le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Il a, par ailleurs, souligné que « toute nouvelle activité de colonisation doit cesser et tous les colons doivent être évacués des territoires occupés. »

Selon des chiffres rapportés par Al Jazeera, citant les Nations Unies, depuis le début de l'année en cours,

Attaf reçoit la cheffe de la MANUL

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, jeudi au siège du ministère, Mme Hanna Tetteh, représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU et cheffe de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL), indique un communiqué du ministère.

Les consultations entre les deux parties ont permis d'examiner « les développements de la situation en Libye à la lumière des efforts onusiens visant à amener ce pays frère à bon port, contribuant ainsi au

rétablissement de la sécurité et de la stabilité et préservant la souveraineté, l'unité et l'indépendance de l'Etat libyen », précise le communiqué. A cette occasion, « l'envoyée onusienne a tenu le ministre d'Etat informé des étapes adoptées dans la feuille de route onusienne soumise au Conseil de sécurité le 21 août 2025 et des objectifs qu'elle comprend concernant la préparation d'un cadre juridique des élections, l'unification des institutions exécutives et l'organisation d'un dialogue national inclusif en préparation des élections présidentielles et parlementaires », ajoute le commu-

niqué. De son côté, « le ministre d'Etat a réitéré le soutien de l'Algérie aux efforts onusiens », soulignant « l'impératif de l'organisation des élections en tant que seule voie pour sortir de la crise actuelle, tout en réaffirmant le rejet par l'Algérie de toute forme d'ingérence étrangère dans les affaires intérieures libyennes », note la même source. La rencontre a permis également au ministre d'Etat de tenir l'envoyée onusienne informée des conclusions de la réunion ministérielle consultative du Mécanisme tripartite des pays voisins de la Libye, tenue à Alger le 6 novembre dernier, conclut le communiqué.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Par-delà les débats de circonstance et les passions médiatiques, il existe dans

La posture éternelle  
des francophiles

notre paysage intellectuel un phénomène persistant, presque pathologique, qu'il convient d'appeler par son nom : la francophilie militante. Non pas l'amour sincère d'une langue ou d'une culture ce qui, en soi, est légitime et même enrichissant mais une attitude de soumission culturelle et politique à une vision française du monde, appliquée mécaniquement à la réalité algérienne. Ce courant, toujours prompt à commenter, juger et dénigrer s'est manifesté une fois de plus lors de l'épisode récent lié à l'écrivain Boualem Sansal. Lorsque ce dernier fut arrêté, une partie de cette élite francophile s'empressa de reprendre, sans nuance ni recul, le discours parisien sur la décision de l'Algérie.

Les mêmes figures, les mêmes voix, les mêmes plumes, recyclant les mêmes clichés, ont dénoncé un supposé étouffement de la liberté d'expression, relayant des lectures superficielles, souvent dictées par des rédactions étrangères. Après la grâce présidentielle accordée à Sansal, à la suite d'une requête du président allemand. Les mêmes milieux se sont aussitôt tournés contre elle. Ce qui, hier, leur servait de prétexte à l'indignation, l'arrestation, est aujourd'hui remplacé par un nouveau motif de mépris, la grâce.

Autrement dit : ils sont contre tout ce qui vient d'Algérie, par principe.

Il faut avoir le courage de le dire : leur problème n'est pas Boualem Sansal, ni la liberté d'expression, ni la justice.

Leur problème, c'est l'Algérie elle-même dès lors qu'elle agit, parle, ou décide sans attendre l'aval de Paris. Ils se sont enfermés dans une posture d'opposition automatique, où chaque geste national est suspect, et chaque ouverture est perçue comme une manœuvre.

Cette attitude ne date pas d'hier. Elle plonge ses racines dans une longue histoire de dépendance intellectuelle. Pour beaucoup de ces francophiles, la France reste le centre du monde : la source de la morale, du goût, de la pensée, de la légitimité. L'Algérie, elle, n'est tolérée que dans la mesure où elle imite ou se soumet. Ainsi, tout élan d'autonomie, toute affirmation de

souveraineté, est perçue comme une offense. Cette mentalité de tutelle, héritée du passé colonial, continue

de hanter certaines consciences qui n'ont jamais accepté la décolonisation de l'esprit. Or, l'Algérie d'aujourd'hui n'est plus celle qu'ils croient. Elle avance, s'affirme, dialogue d'égal à égal avec ses partenaires, dans le respect mutuel et la dignité.

Mais cela, certains esprits incapables de voir au-delà du prisme franco-centré refusent de le comprendre. Car pour eux, tout ce qui ne vient pas de Paris n'a pas de valeur.

Ils continuent à juger leur pays à travers les éditoriaux de la presse française, les analyses d'experts étrangers, les prismes hérités d'un autre temps. Ils n'entendent pas la voix de l'Algérie réelle celle du peuple, des jeunes, des chercheurs, des travailleurs, de tous ceux qui construisent chaque jour, dans le silence et la dignité, le pays de demain. Ils n'ont pas compris que la véritable modernité consiste aujourd'hui à penser par soi-même, à dialoguer avec tous, à aimer son pays sans haine ni complexe.

Cette francophilie militante, souvent présentée comme ouverture d'esprit, n'est en réalité qu'une fermeture déguisée. Elle enferme ceux qui la portent dans une nostalgie improductive, dans le regret d'un passé où la parole française dictait encore la norme du bien et du mal.

Mais cette époque est révolue. L'Algérie ne demande plus la permission d'exister. Il ne s'agit pas d'opposer les peuples ni de renier les liens culturels et linguistiques qui existent entre l'Algérie et la France. Il s'agit simplement de rappeler que l'amitié ne se construit pas dans la dépendance, mais dans le respect mutuel. Et que la souveraineté culturelle est la première condition de la dignité politique.

Ceux qui continuent à mépriser leur propre pays au nom d'une fidélité imaginaire à un modèle étranger devraient méditer cette évidence : une nation qui s'aime ne ferme pas les yeux sur ses défauts, mais elle refuse de se haïr pour plaire à d'autres.

Et c'est précisément cette fidélité que certains, prisonniers de leur fascination pour l'ancien colon, ne peuvent ni comprendre ni pardonner.

« plus de 1500 Palestiniens de Cisjordanie occupée ont été déplacés et leurs maisons démolies sous prétexte d'absence de permis de construire », ajoutant que « des images satellitaires récentes montrent la destruction totale ou partielle d'environ 1460 habitations dans les camps de réfugiés de Jénine, Nur

Shams et Tulkarem ». L'ONU a indiqué que l'occupation israélienne a forcé une famille palestinienne de six personnes à quitter son domicile dans le village de Khirbet Abou Falah, près de Ramallah, après que des colons ont incendié leur maison.

Par ailleurs, en une semaine, pas moins de « 30 Palestiniens, dont

quatre enfants, ont été blessés en Cisjordanie lors d'attaques perpétrées par des colons israéliens », affirme encore l'ONU, notant qu'entre le 4 et le 10 novembre, les forces israéliennes ont tué quatre Palestiniens, dont trois enfants, portant à 45 le nombre total d'enfants tués par l'occupation depuis le début de 2025.



# Hydrogène vert et énergies propres Des projets concrets entre l'Algérie et l'Allemagne

El-Houari Dilmi

Une délégation algérienne représentant les secteurs des Hydrocarbures, des Mines, de l'Energie et des Energies renouvelables a mené, jeudi à Berlin (Allemagne), des discussions avec le Secrétaire d'Etat au ministère fédéral allemand de l'Economie et de l'Energie, Frank Wetzel, sur les voies et moyens de renforcer la coopération dans les domaines énergétiques, notamment l'hydrogène et les énergies propres, indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines.

La délégation algérienne participait à ces entretiens tenus en marge de la réunion internationale consacrée à la présentation de l'état d'avancement des travaux du projet de l'Alliance Algérie-Europe pour l'hydrogène vert (ALTEH2A) ainsi que du corridor sud de l'hydrogène 'SouthH2 Corridor', est composée du P-DG du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, du Secrétaire général du ministère des Hydrocarbures et des Mines, Miloud Medjelled ainsi que de représentants des groupes Sonatrach et Sonelgaz.

Lors de ces entretiens, les deux parties ont abordé l'état et les perspectives de la coopération entre l'Algérie et l'Allemagne dans le domaine de l'énergie, notamment dans le cadre du partenariat stratégique unissant les deux pays, réaffirmant la volonté commune de renforcer cette coopération, à travers l'exécution de projets concrets dans les domaines économique et énergétiques, notamment l'hydrogène et les énergies propres, précise la même source.

A ce titre, les deux parties se sont félicitées du niveau de la coopération existant entre le groupe Sonatrach et les sociétés allemandes, telles que la société VNG et d'autres entreprises, ainsi que des résultats réalisés dans les projets de coopération énergétique, soulignant « l'importance d'élargir cette coopération aux domaines de la formation, de l'assistance technique et du renforcement des capacités, à même de favoriser le transfert des connaissances et le développement des technologies modernes, au service de la transition énergétique et du développement durable ». L'importance d'approfondir la coopération algéro-allemande dans le domaine des nouvelles technologies et des énergies renouvelables a été soulignée, ainsi que la volonté de l'Algérie de renforcer son partenariat avec l'Allemagne, à travers des projets concrets et innovants, aux mieux des intérêts communs et à même de contribuer au développement durable et de renforcer la transition énergétique. Les discussions ont également porté sur le programme national de production de

15.000 Mégawatts d'énergie solaire photovoltaïque à l'horizon 2035, supervisé par le groupe Sonelgaz.

## UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE AVEC L'EUROPE

Mohamed Arkab, a réaffirmé, mercredi, l'engagement « ferme » de l'Algérie à développer un partenariat stratégique avec l'Europe dans le domaine de l'hydrogène vert, considéré comme une pierre angulaire de la transition énergétique nationale et mondiale.

Une importante délégation algérienne, représentant les secteurs des hydrocarbures, des mines, de l'énergie et des énergies renouvelables ainsi que des représentants de Sonatrach et de Sonelgaz, a participé, aux côtés de hauts responsables des secteurs de l'énergie en Allemagne, en Italie et en Autriche, à cet événement consacré au débat autour de l'avancement du projet et à l'échange des vues sur les conditions nécessaires à la réussite de cette coopération stratégique.

Dans son intervention, le ministre d'Etat a souligné que « l'Algérie, partenaire énergétique fiable depuis des décennies, recèle toutes les ressources pour devenir un fournisseur majeur d'énergie propre vers l'Europe, grâce à ses abondantes ressources d'énergies renouvelables (solaire et éolienne), à son infrastructure énergétique moderne et à son réseau de pipelines connecté directement aux marchés européens ». Arkab a précisé que le développement de l'économie fondée sur l'hydrogène constitue une priorité nationale stratégique qui s'articule sur trois phases, d'autant plus « qu'un projet de station semi-industrielle, d'une capacité de 50 MW pour la production de l'hydrogène vert et ses dérivés à Arzew, est en cours de préparation, avec un soutien financier du gouvernement allemand et de l'Union européenne.

Pour sa part, le P-DG de Sonatrach a affirmé, lors de sa participation à la réunion, que « cet événement constitue une étape essentielle pour évaluer l'état d'avancement des projets de coopération algéro-européenne dans le domaine de l'hydrogène, soulignant que les projets ALTEH2A et SouthH2 Corridor concrétisent la vision commune des deux parties pour la production de l'hydrogène vert en Algérie et son exportation vers l'Europe ».

En janvier 2025, une déclaration conjointe de soutien politique a été signée par les gouvernements d'Algérie, de Tunisie, d'Italie, d'Autriche et d'Allemagne, portant renouvellement de leur engagement envers le projet et accompagnement de sa mise en œuvre à moyen et à long termes.

# Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue allemand

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, jeudi, un appel téléphonique de son homologue allemand, M. Frank-Walter Steinmeier, qui lui a renouvelé ses profonds remerciements pour le geste humanitaire qu'il a accompli en gracieux l'écrivain Boualem Sansal, indique un communiqué de la Présidence de la République.

«Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, cet après-midi, un appel téléphonique de son homologue, le président allemand, M. Frank-Walter Steinmeier, qui lui a renouvelé ses profonds remerciements pour le geste humanitaire que l'Algérie et son Président ont accompli en gracieux l'écrivain Boualem Sansal», lit-on dans le communiqué.

Par la même occasion, «les deux présidents ont évoqué les profondes relations d'amitié unissant les deux pays», soulignant qu'elles sont aujourd'hui très positives».

Au cours de leur entretien téléphonique, «les deux présidents se sont félicités du principe de respect mutuel caractérisant les relations algéro-allemandes», conclut le communiqué.

Plus tôt, la Présidence de la République avait indiqué dans un autre communiqué que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait reçu un message de remerciements du président de la République fédérale d'Allemagne, M. Frank-Walter Steinmeier, pour le geste humanitaire qu'il a eu

en répondant favorablement à sa demande de gracier Boualem Sansal.

«Je me réjouis de la réponse favorable donnée par le président algérien à ma demande de gracier l'écrivain Boualem Sansal, qui compte des lecteurs et des amis en Allemagne. C'était pour moi une grande source de préoccupation et c'est une bonne chose qu'il soit libre», a écrit M. Frank-Walter Steinmeier dans son message.

«Je remercie mon homologue algérien, M. Abdelmadjid Tebboune, pour ce geste humanitaire important, qui témoigne aussi de la qualité des relations et de la confiance entre l'Allemagne et l'Algérie», a ajouté le président allemand.



Belkacem Ahcène Djaballah

**I**l y a de quoi s'interroger lorsqu'on voit défiler devant les tribunaux des «cadres de la nation», encore jeunes, certains presque en début de carrière, pour la plupart autour de la cinquantaine, la soixantaine tout au plus, donc en principe assez avertis, la plupart accusés de corruption, d'abus de fonctions et au minimum d'obtention d'indus avantages ou d'octrois d'avantages injustifiés. Tout dernièrement seulement, on a appris que la valeur des biens découverts par l'Office central de répression de la corruption au cours des enquêtes financières ayant concerné 288 personnes avait atteint les 2.400 milliards de centimes. Par ailleurs, on a appris l'arrestation récente de dix-sept personnes, dont neuf fonctionnaires publics et huit opérateurs économiques, individus soupçonnés d'avoir participé à un vaste réseau d'abus de fonction et de corruption au sein du ministère du Commerce extérieur.

Sans trop nous attarder sur les accusations et les plaidoiries des avocats de la défense, ainsi d'ailleurs que sur les arguments avancés par les accusés, une question s'impose d'emblée : Mais, pourquoi donc ?

Pourquoi quoi ? Pourquoi, malgré une législation de plus en plus claire et sévère, malgré les multiples condamnations retentissantes, tout particulièrement des acteurs des années 2000-2020, et malgré une surveillance des multiples autorités concernées, de plus en plus mieux structurées et strictes, le phénomène perdure.

A la limite, peut-être, je dis bien peut-être, compréhensible bien qu'injustifiable et inacceptable au niveau des cadres moyens et subalternes cherchant à «arrondir leurs fins de mois», il est impardonnable au niveau des «cadres de la nation», pour la plupart, sinon tous, jouissant de salaires plus que corrects et d'avantages, plus ou moins nombreux, liés aux fonctions exercées.

Les causes ?

- L'hubris du pouvoir qui fait croire (l'illusion de la «protection» du décret, de la fonction, de la tenue ou de la parentèle «bien placée» !) au nouvel arrivé qu'il peut tout se permettre, faisant régner des droits (avec des interprétations élastiques) au

## De la corruption en Algérie (et ailleurs) : pourquoi ?

détriment des devoirs.

- La soif, jamais étanchée, d'exploiter «à fond» jusqu'à dépasser les limites, parfois sans s'en apercevoir sur le moment, les avantages et facilités attachés à la fonction.

Une autre forme d'addiction ?

- Les pressions et les sollicitations allant crescendo venant d'amis, de membres de la famille, de l'entourage direct et des «parrains», lorsque ceux-ci existent, tous croyant ou faisant croire que cela va faciliter la gestion.

- Ou, peut-être, tout simplement, trop d'argent en circulation, tout particulièrement durant les années 2000, avec des gens qui n'arrivaient plus à saisir la valeur et la différence entre le centime, le dinar, le dollar, l'euro, le taux officiel, le taux du marché parallèle, le million, le milliard, le bien public, le bien privé...

Que faire ? Au-delà de l'application des réglementations anti-corruption. À rendre encore plus sévère ! Une «culture du signalement» élargie, pourquoi pas ?

- Enseigner et promouvoir une morale citoyenne -en n'utilisant pas les méthodes propagandistes. Se contenter de la pédagogie scolaire traditionnelle. Une morale qui pourrait puiser dans les grands principes religieux sans trop s'y enfermer.

- Aller encore plus loin dans l'information publique sur les cas de corruption traités par la justice.

- Et, surtout, introduire au niveau des Universités, des Instituts et des Grandes écoles des cours ou des conférences-débats sur le phénomène et ce afin, de préparer les futurs «cadres de la nation», en formation, à ne pas tricher et à ne pas se «sucrer» au passage de chaque dossier.

Et prier Dieu qu'il vous (et nous) éloigne de toute tentation

PS : Toutes mes excuses à Eric Orsena, l'Académicien, qui n'avait pas à être cité dans la liste des en(r)gagés «français» islamophobes, arabophobes, algérophobes, etc....(Chronique «Raïna Raïkoum» du samedi 8 novembre 2025). J'avais malencontreusement confondu avec Michel Onfrey qui, lui, mérite bien sa place.



## Attisés par les vents Violents incendies à Tipaza



M. Aziza

De violents incendies violents ont ravagé, avant-hier, plusieurs zones forestières de la wilaya de Tipaza, sans faire aucune victime, selon le ministère de la Santé. Cette situation maîtrisée est le résultat d'une intervention rapide et coordonnée des éléments de la Protection civile, appuyés par les services de sécurité, qui ont procédé à l'évacuation préventive des habitants des zones menacées, garantissant ainsi leur sécurité. Selon le communiqué de la Protection civile, l'opération de traitement et d'extinction des restes de braises au niveau d'autres foyers s'est poursuivie jusqu'à vendredi dans l'après-midi. Le premier ministre Sifi Ghrieb s'est rendu dans la wilaya de Tipasa pour superviser les opérations d'extinction des incendies. Les services de la Protection civile ont dû faire face à 17 incendies de forêts avant-hier à travers plusieurs wilayas du pays, la situation la plus préoccupante a été observée dans la wilaya de Tipaza, où des incendies particulièrement violents ont ravagé les zones forestières de Larhat (Douar Boukhlidja) et de Meselmoune (forêt Ammarcha) et Hadjeret Ennous. Face

à des flammes intenses aggravées par la violence des vents, les équipes de secours ont dû mobiliser tous les moyens possibles, notamment aériens. Avec une évacuation rapide des habitants résidant à proximité des foyers d'incendie. D'autres incendies ont été enregistrés notamment à Alger, Tizi Ouzou, Béjaïa, Jijel, Médéa, Tlemcen, Blida, Boumerdès et Aïn Defla. La grande majorité a été maîtrisée voire éteinte, alors que d'autres sont restés sous surveillance pour prévenir toute reprise des flammes, selon la Protection civile.

### LE MINISTRE DE LA SANTÉ RASSURE

Le ministre de la Santé, le professeur Mohamed Esseddik Aït Messaoudane, a affirmé qu'aucun cas de blessure ou d'intoxication dues aux fumées n'a été enregistré. A travers une publication et une note d'information publiée sur la page officielle du ministère de la Santé (Facebook), le ministre a affirmé qu'il suit de près la situation. Dans ce cadre, souligne-t-il, le ministère confirme que l'ensemble des établissements de santé de la wilaya de Tipaza ont été placés en état d'alerte, y compris les hôpitaux et les polycliniques, qui sont

dotés de tous les moyens matériels et humains nécessaires pour la prise en charge de toute éventuelle situation. Et de préciser que le Centre des grands brûlés de Zeralda a également été placé en état de préparation maximale, en renfort au dispositif sanitaire local.

Une cellule de suivi a été mise en place pour la prise en charge des personnes affectées par les fumées, afin de leur fournir les soins médicaux requis ainsi qu'un accompagnement psychologique.

Le Croissant-Rouge algérien a envoyé un convoi d'aides d'urgence depuis son entrepôt central en direction de la wilaya de Tipaza pour venir en aide aux familles sinistrées.

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, qui s'est rendu sur place avait à travers un post sur sa page Facebook souligné : « nous savons que la douleur est immense et que les pertes sont lourdes, mais notre volonté est plus forte et notre détermination ne faiblira pas ». Soulignant que « pour chaque arbre brûlé, nous en planterons dix ». « Nous redonnerons de la verdure à notre terre et nous reconstruirons l'avenir ensemble, avec nos propres mains », a-t-il précisé.

### Transport aérien

## Air Algérie réceptionne un Airbus A330neo

La compagnie nationale, Air Algérie, a réceptionné jeudi à l'Aéroport international Houari-Boumediene d'Alger, son premier avion dans le cadre du programme de renouvellement et d'élargissement de sa flotte, en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud.

Il s'agit d'un avion de type Airbus A330neo de 308 sièges, dont le premier vol commercial est prévu vers la ville canadienne de Montréal samedi prochain.

La cérémonie de réception s'est déroulée en présence aussi du Pdg d'Air Algérie Hamza Benhamouda, du Directeur général des Douanes, le général-major Abdelhafid Bakhouché, et le Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Tadjdout.

Intervenant à cette occasion, M. Sayoud a affirmé que l'acquisition de l'aéronef, baptisé "Novembre 54", constitue "un véritable point de départ vers la concrétisation d'une vision globale de développement du transport aérien national et de renforcement de la place de l'Algérie sur la scène internationale" et ce conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

La cabine de l'appareil comprend trois classes : 18 sièges en classe affaires, 24 en classe économique supérieure et 266 en classe économique. Parmi les avantages de cet avion, une consommation de moins de 25% de carburant, ainsi que des émissions de dioxyde de carbone par siège par rapport aux générations précédentes. Il est

également équipé de systèmes de divertissement modernes, tels que le service Wi-Fi.

A noter, que la compagnie Air Algérie a lancé en 2023 un programme de renouvellement de sa flotte à travers l'acquisition de huit avions de type Boeing 737 MAX-9 et huit autres de type Airbus A330-900, avant d'augmenter récemment sa commande à dix avions de la marque européenne.

Il s'agit également d'une autre commande pour l'acquisition de 16 avions de type ATR 72-600 en 2025, afin de renforcer le réseau intérieur. Le plan d'action d'Air Algérie, qui s'étend jusqu'à l'année 2035, comprend d'autres opérations d'acquisition destinées à mieux répondre à la demande locale et internationale.

## 13 novembre 2025 : un jeudi ordinaire dans le calendrier du dérèglement

Par Laâla Bechetoula

Ce jeudi-là, au-dessus des collines de Tipaza, la fumée a remplacé les nuages. Le vent soufflait à près de soixante kilomètres à l'heure, soulevant des braises comme on jette des étincelles sur une nappe d'essence. Dans les villages de Hadjeret Ennous et des communes voisines, des familles ont été évacuées à la hâte, les flammes encerclaient les maisons, et dans les appels de détresse revenait la même phrase, incrédule : « Ce n'est pas normal... pas en novembre. » Pourtant, ce 13 novembre 2025 marque précisément cela : la nouvelle normalité. Un pays qui brûle hors saison, un climat qui avance sans demander la permission, et une société encore surprise par ce qui, désormais, relève de la logique de notre temps.

La Protection civile a confirmé ce jour-là dix-sept incendies dans huit wilayas, du centre jusqu'à l'est du pays. Des feux simultanés, éclatant dans un contexte décrit comme caniculaire pour un mois de novembre, aggravé par des rafales violentes. Ce n'étaient pas des taches rouges sur une carte : c'étaient des villages, des familles, des terrains agricoles, des collines familières englouties par un bruit que l'on reconnaît trop bien. Tipaza a été l'épicentre. La nuit du 13 au 14 a vu se déplacer sur place le Premier ministre Sifi Ghrieb, accompagné du ministre de l'Intérieur et du ministre de l'Agriculture. Les évacuations se sont faites en urgence. Les images montraient des fronts de flammes anormaux, presque irréels pour un mois censé être humide et frais. Ce qui frappe dans ces scènes n'est pas seulement l'ampleur, mais la date. Juillet, août, septembre... nous avons intégré que le feu rôdait à ces mois-là. Novembre ? C'était l'impossible. Il faut désormais accepter que l'impossible est devenu banal.

Pourtant, l'Algérie n'est pas seule dans cette dérive climatique. Ce même jour, en Australie, l'État de Victoria décrétait un « Total Fire Ban », une interdiction absolue d'allumer le moindre feu en extérieur tant les conditions de chaleur, de sécheresse et de vent étaient explosives. En Afrique du Sud, le district du Cape Winelands publiait un bulletin alertant sur plusieurs foyers d'incendie simultanés. Dans d'autres régions du monde, la même combinaison de chaleur anormale, de sécheresse prolongée et de vent violent créait les conditions d'une journée de feu. Trois continents brûlaient en même temps, sans coordination, sans lien apparent, mais poussés par un même moteur silencieux : un climat qui a perdu ses repères. La Méditerranée, dont notre pays est une pièce centrale, est aujourd'hui l'un des hotspots climatiques les plus sensibles de la planète. Elle se réchauffe vingt pour cent plus vite que la moyenne mondiale, avec des vagues de chaleur plus longues, des sécheresses plus sévères, et une végétation qui passe d'un écosystème vivant à un combustible permanent. Ce feu n'est pas une anomalie : c'est un symptôme. Un symptôme d'un monde où les saisons ont cessé d'être un calen-

drier et sont devenues un pari.

Ce 13 novembre révèle aussi une autre réalité, moins visible mais plus grave encore. Une étude mondiale montre que, sur les vingt dernières années, l'exposition humaine aux incendies a augmenté de quarante pour cent. Et quatre-vingt-cinq pour cent de cette exposition se trouve en Afrique. Ce ne sont plus seulement les hectares qui brûlent : ce sont les vies, les maisons, les vergers, les troupeaux, les souvenirs, les villages perchés sur les collines. L'Algérie, à la croisée de l'Afrique et de la Méditerranée, se retrouve au cœur de cette zone de risque où se cumulent les vulnérabilités du continent et les tensions climatiques de la mer.

Face à de tels incendies, la tentation est grande de chercher un coupable unique. Les réseaux sociaux se chargent du récit : « C'est criminel », « C'est orchestré », « On nous fait du mal ». Oui, certains feux sont volontaires. Oui, il existe des actes de malveillance, des négligences graves et parfois des intérêts sordides. Mais réduire dix-sept feux simultanés, attisés par une chaleur anormale et des vents violents, à une seule main invisible, c'est se tromper d'ennemi. Le véritable adversaire est systémique. Une végétation ultra-sèche qui agit comme un carburant, un sous-bois jamais nettoyé, des décharges sauvages en lisière de forêt, des maisons construites trop près des arbres, des brûlages agricoles qui relèvent d'un autre temps, et surtout un climat qui ne joue plus selon les règles d'hier. Ce système transforme une simple étincelle-qu'elle soit criminelle, accidentelle ou naturelle-en catastrophe.

Ce qui doit changer dépasse la réaction immédiate. Il nous faut apprendre à vivre dans un pays où l'incendie n'est plus un visiteur, mais une menace permanente. Il devient urgent de cartographier le risque au lieu de seulement déplorer les dégâts, d'intégrer l'interface forêt-habitat comme une zone stratégique qu'il faut gérer, protéger, aménager, de renforcer nos services forestiers et la Protection civile, de moderniser les pistes, les pare-feux, les moyens d'intervention, de former des équipes mixtes professionnelles, de créer une culture populaire du risque où chaque citoyen, comme il apprend à traverser la route, apprend aussi à reconnaître un jour de danger. Il est temps aussi de faire de la diplomatie climatique une diplomatie pour nos villages. Quand l'Algérie parle à la COP, ce ne sont pas des abstractions : ce sont les collines de Tipaza, les maisons de Béjaïa, les oliveraies de Jijel, les familles de Médéa. Il faut réclamer technologies, financements, coopération, non pour le prestige, mais pour protéger ce qui est irremplaçable : la vie. Le 13 novembre 2025 ne doit pas devenir une simple ligne dans un bulletin de la Protection civile. Il doit devenir un repère moral. Le signe que nous sommes entrés dans un siècle où le feu ne respecte plus les saisons et où l'inattendu devient structurel. Nous n'avons pas choisi le dérèglement climatique. Mais nous pouvons choisir de ne pas y répondre par l'improvisation, le déni ou les explications faciles. Si, la prochaine fois, un 13 novembre s'écrit en lettres de fumée dans notre ciel, nous devrions pouvoir dire : cette fois, nous savions. Et cette fois nous avions agi.

## Factures téléphoniques impayées Les abonnés appelés à régulariser leur situation

L'entreprise «Algérie Télécom» a invité les abonnés ayant des factures téléphoniques impayées, à régulariser la situation de leurs créances dans les meilleurs délais, afin d'éviter toute interruption provisoire du service, et ce à partir de samedi, indique, jeudi, un communiqué de l'entreprise.

Les concernés peuvent régler leurs factures téléphoniques facilement,

sans avoir besoin du numéro de facture ni de se déplacer, et ce grâce au service du e-paiement accessible via le lien suivant : «https://paiement.atd.z/AR/index.php?p=dette\_paiement», précise le communiqué.

Le règlement des factures peut se faire également par différents moyens tels que l'application «My Idoom» d'Algérie Télécom, «Espace Client»,

la plateforme de e-paiement d'Algérie Télécom ainsi que les applications «BaridiMob» et «Wimpay», ou encore au niveau des agences commerciales de l'entreprise.

Algérie Télécom rappelle que son service client reste à disposition pour toute demande de renseignements, via ses comptes sur les réseaux sociaux ou le numéro 12, conclut la même source.



## La 4<sup>e</sup> Conférence africaine des startups du 6 au 8 décembre

**Le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up, et des Micro-entreprises a annoncé, lors d'une conférence de presse animée jeudi au Palais de la Culture par le ministre Noureddine Ouadah et des cadres de son département, que la 41<sup>re</sup> édition de la Conférence africaine des startups (ASC 2025) se déroulera du 6 au 8 décembre 2025 au CIC Abdelatif Rahal (Alger).**

M. Mehdi

Placée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la rencontre qui aura pour thème «Raising African Champions» (former des champions africains), a pour but de réaffirmer «l'ambition collective de construire un écosystème africain solide, interconnecté et fondé sur l'innovation».

Outre les officiels (ministres, représentants d'organisations internationales), cette édition réunira des entrepreneurs, des investisseurs et des leaders technologiques du continent et d'ailleurs, pour un partage d'expériences, mais également pour «élaborer des politiques ambitieuses et renforcer la coopération» de développement des startups, avec pour ambition «d'inspirer une nouvelle génération d'entrepreneurs» en mesure de «rivaliser à l'échelle mondiale» mais, surtout, de renforcer «souverai-

neté technologique et économique de l'Afrique».

Le pays invité d'honneur de l'édition 2025 de l'ASC est le Rwanda, en reconnaissance à la «vitalité de son écosystème d'innovation et son leadership dans la transformation digitale du continent africain». Pas moins de «40 délégations ministérielles africaines, de hauts responsables de l'Union africaine (UA) et d'organisations internationales partenaires» seront à Alger du 6 et 8 décembre 2025 pour «débatre des politiques publiques favorisant le développement d'écosystèmes d'innovation et l'émergence de champions continentaux». Prendront part à cette édition plus de 200 exposants spécialisés dans les domaines de «l'intelligence artificielle, la fintech, l'agritech, les technologies vertes et la santé digitale», ainsi que plus de 200 investisseurs et 300 experts, et 25.000 visiteurs attendus.

Parmi les objectifs de la 4<sup>e</sup> édition : «mettre en avant les

startups africaines les plus performantes» pour «inspirer les futures générations d'entrepreneurs» et «créer un environnement propice à l'émergence de «Champions Africains» dans le domaine des technologies», indiquent les organisateurs. Le «Sommet Gouvernement – (Startups) Champions» prévu à cette rencontre va permettre aux «ministres africains, responsables gouvernementaux et fondateurs de startups leaders sur le continent» de dégager une «vision commune de l'avenir de l'entrepreneuriat africain» pour «influencer les débats clés du secteur» afin d'«inspirer une nouvelle génération d'entrepreneurs». Un autre «événement marquant» de l'ASC 2025, c'est la «plateforme unique» qui réunira «les principaux gestionnaires de fonds de capital-risque (GP) et les investisseurs institutionnels (LP) du continent africain» et de «connecter les entrepreneurs africains innovants».

### Industrie

## Un diagnostic des unités en difficulté pour améliorer leur situation

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a indiqué, jeudi à Alger, que son département ministériel avait entamé une opération de classification et de diagnostic approfondi des unités industrielles confrontées à des difficultés financières et de production, en vue d'améliorer leur situation et leur rendement et ce à travers l'implication de commissions d'experts qui se déplaceront vers ces unités.

Lors d'une plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales, présidée par Azouz Nasri, président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, M. Bachir a précisé qu'un certain nombre d'unités industrielles connaissaient un gaspillage dans l'exploitation du foncier industriel, en plus de difficultés financières et de production, le ministère ayant procédé ainsi à leur classification afin qu'elles fassent l'objet d'un suivi particulier et d'un diagnostic approfondi par des équipes d'experts chargées de formuler des propositions concrètes pour relancer leur activité.

L'objectif de cette démarche est d'améliorer les performances, d'employer la main-d'œuvre et d'atteindre la rentabilité, notamment par la recherche de nouveaux partenariats bénéfiques pour ces unités et l'exploitation du foncier industriel excédentaire pour la réalisation de projets supplémentaires, a ajouté le ministre.

A ce titre, M. Bachir a évoqué la situation de l'Entreprise nationale de Grande menuiserie de l'Est (DIVINDUS AMM Ex GME), dans la wilaya d'El Tarf, qui enregistre une amélioration grâce à une meilleure maîtrise de la rentabilité économique et

de l'autofinancement. Le plan de redressement de cette entreprise prévoit l'élargissement de ses activités à la menuiserie aluminium et plastique, ce qui permettra la création de nouveaux emplois.

S'agissant du groupe des industries agroalimentaires «AGRODIV», le ministre a indiqué que le groupe fait face à «une forte concurrence», sur un marché où il détient 20% de la production de farine, 20% de la semoule, 9% de l'huile de table et 8% des pâtes alimentaires, précisant que le groupe AGRODIV met en œuvre un programme structurel visant à contribuer à la garantie de la sécurité alimentaire nationale.

Ce programme prévoit l'approvisionnement régulier du marché national en produits de large consommation, la commercialisation à des prix compétitifs, la réhabilitation des unités de production, le renforcement de l'intégration entre les activités agricoles et industrielles, ainsi que le développement d'un centre de recherche et d'innovation pour la production d'aliments sains, outre l'établissement de partenariats scientifiques avec les universités et les centres de recherche nationaux, ajoute le ministre.

M. Bachir a également souligné que le groupe disposant d'un réseau de 420 points de vente à travers le territoire national, œuvre à renforcer ses capacités de stockage et de commercialisation, notamment dans les wilayas du Sud et les zones éloignées afin d'assurer une distribution équitable et la stabilité des prix. Le groupe développe également un système numérique de suivi du stock national des produits sensibles.

S'agissant du contrat conclu entre le groupe AGRODIV et l'Office national des œuvres universitaires (ONOU) pour l'approvisionnement des résidences universitaires en denrées alimentaires, et dont l'entrée en vigueur est prévue pour janvier 2026, M. Bachir a affirmé que les préparatifs sont en cours afin d'assurer un stock suffisant couvrant trois mois, garantissant ainsi un approvisionnement régulier des résidences universitaires. Concernant une éventuelle contradiction entre le décret exécutif 22-300, fixant les listes des activités, des biens et services non éligibles aux avantages et la loi 22-18 relative à l'investissement, dans le volet lié aux agriculteurs, le ministre a précisé que la loi sur l'investissement accorde une grande importance au secteur agricole, inclus parmi les activités éligible au régime incitatif réservés aux secteurs prioritaires.

Dans ce sillage, M. Bachir a relevé que la condition imposée par le décret exécutif, à savoir être soumis au régime réel et disposer d'un registre de commerce, s'inscrit dans la vision de l'Etat visant à encadrer l'économie et à encourager la création d'entreprises économiques, tout en œuvrant à l'organisation du secteur agricole au sein d'établissements stables en mesure de soutenir la structure de l'économie nationale et d'en améliorer les performances.

Le ministre a ajouté que cette orientation n'excluait par les agriculteurs détenteurs d'une «carte d'agriculteur» du bénéfice des avantages fiscaux, les lois en vigueur leur permettant de déclarer leurs activités et de bénéficier des exonérations et réductions prévues.

### Recyclage des déchets

## Près de 20.000 opérateurs actifs dans le secteur

Le nombre d'entreprises opérant dans le secteur du recyclage des déchets est passé à près de 20.000 opérateurs, a indiqué jeudi à Alger la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif.

Animant une conférence de presse à l'issue de la cérémonie d'ouverture de la 9<sup>e</sup> édition du Salon international de la récupération et de la valorisation des déchets (REVADE) au Palais des expositions des Pins maritimes, avec la participation d'environ 100 exposants, Mme Abdellatif a précisé que le nombre d'entreprises opérant dans ce secteur inscrites au Centre national du registre du commerce (CNRC) est passé de 14.229 en 2020 à 19.469 aujourd'hui, ce qui «reflète l'intérêt croissant pour ce domaine», a-t-elle dit.

La cérémonie d'ouverture de cette édition s'est déroulée en présence des ministres de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, de la Communication, Zoheir Bouamama, de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, ainsi que du ministre somalien de l'Elevage, des Forêts et des Pâturages, Hassan Hussein Mohamed, dont le pays est l'invité d'honneur.

Etaient présents également à cette cérémonie, le ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Mohamed Boukhari, le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekache, le président du Conseil du nouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, des représentants d'entreprises, d'instances publiques et d'organisations interprofessionnelles, ainsi que des ambassadeurs de pays africains.

L'augmentation du nombre d'opérateurs actifs dans le secteur du recyclage des déchets est due à l'adhésion de la jeune génération à l'économie circulaire, et ce, grâce aux facilités accordées en matière de création de start-up et de micro-entreprises, ainsi qu'aux efforts des ministères du Commerce et de l'Environnement, de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) et de l'Agence nationale de gestion des micros crédits (ANGEM), a soutenu Mme Abdellatif, ajoutant que l'adaptation des codes d'activités liés à ce domaine dans le registre du commerce pour répondre aux exigences de l'économie circulaire avait également grandement contribué à cette dynamique.

La ministre a en outre souligné que cette édition favorisera l'échange d'expériences et le développement de projets liés à l'économie circulaire, souhai-

tant qu'elle débouche sur des accords à même de stimuler l'investissement et d'encourager l'innovation en vue de bâtir une économie diversifiée, innovante, propre et durable.

Pour sa part, Mme Krikou a qualifié ce salon de «tribune de sensibilisation à l'importance de la récupération et de la valorisation des déchets dans la protection de l'environnement, le renforcement de l'économie circulaire et la réalisation du développement durable», soulignant que «la coopération intersectorielle est nécessaire pour la promotion des techniques de valorisation et de recyclage».

Elle a, dans ce cadre, réaffirmé la disponibilité de son département ministériel à assurer une coordination permanente avec les acteurs concernés (ministères et entreprises économiques) pour appuyer les initiatives novatrices dans ce domaine, mettre en place un écosystème national intégré de gestion des déchets basé sur la performance et l'innovation et favoriser la coopération entre les secteurs public et privé, tout en promouvant les partenariats africains et internationaux.

Pour sa part, M. Ouadah a souligné l'importance de recourir à l'innovation et aux technologies moderne dans le recyclage des déchets, permettant ainsi l'émergence de nombreuses start-up innovantes dans ce domaine, venant s'ajouter à des centaines de micro-entreprises, précisant que les déchets constituent désormais une ressource naturelle importante pouvant être utilisée dans plusieurs secteurs, notamment l'agriculture.

Le salon, qui se poursuivra jusqu'à samedi prochain, prévoit l'organisation de conférences animées par des experts des domaines économique et environnemental et d'une exposition d'innovations technologiques dans le domaine du recyclage et de la récupération des déchets.

Une convention de coopération a été signée, en marge du salon, entre l'entreprise Magros et l'Agence nationale des déchets (AND), visant à accompagner l'entreprise dans la collecte et le recyclage des déchets issus des fruits et légumes dans neuf (9) marchés de gros régionaux relevant de Magros. Ces déchets seront transformés en matières organiques de haute valeur destinées à soutenir le secteur agricole et à renforcer l'agriculture durable.

En marge de cet événement, Mme Krikou, accompagnée de M. Rabehi et du ministre somalien, s'est rendue au parc de Oued Smar (Alger), où les trois responsables ont visité un musée retraçant l'histoire de cette ancienne décharge publique transformée en un grand parc urbain accueillant des visiteurs, après des travaux de réhabilitation.

La délégation a également pris connaissance des principales réalisations et créations de la femme rurale dans la valorisation artisanale des déchets, avant de superviser une campagne symbolique de reboisement au niveau du parc.

### Mascara

## Un mort et 19 blessés dans un carambolage impliquant 30 véhicules

Une personne a trouvé la mort et 19 autres ont été blessées, à des degrés différents de gravité, dans un accident de la circulation survenu jeudi dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile.

L'accident s'est produit sur l'autoroute Est-Ouest, au niveau de la localité de Mardo, dans la commune de Ras El Aïn Amirouche. Il s'agit d'un carambolage d'une trentaine de véhicules touristiques et utilitaires, provoqué par de fortes rafales de vent chargées de poussière qui ont réduit considérablement la visibilité.

Le bilan fait état d'un décès sur pla-

ce et de 19 blessés, dont deux se trouvent dans un état critique.

Les secours de la Protection civile ont procédé à l'évacuation des blessés vers le service des urgences de l'établissement public hospitalier (EPH) de Sig, tandis que le corps de la victime a été transporté à la morgue du même hôpital, a précisé la même source.

Un médecin de l'hôpital a indiqué que deux blessés demeurent en soins intensifs, tandis que 17 autres sont placés en observation médicale. Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident.



## «Pilier financier» sur lequel repose l'occupant marocain Pillage des ressources naturelles du Sahara occidental

Le pillage des ressources naturelles du Sahara occidental constitue «le pilier financier» sur lequel repose, depuis des décennies, l'occupant marocain, aidé dans cette sale besogne par un réseau économique international, affirme le site britannique d'information «Middle East Eye» qui a publié, récemment, une longue enquête sur ce sujet.

Cette enquête menée auprès d'activistes sahraouis et étrangers, documente le réseau économique international qui finance l'occupation marocaine et les mécanismes par lesquels le Maroc pille les ressources naturelles du peuple sahraoui. L'enquête intitulée «50 ans de pillage: comment le Maroc et ses alliés profitent du Sahara occidental», détaille comment des entreprises étrangères continuent d'exploiter les ressources de la dernière colonie d'Afrique, tandis que le Maroc tente de redorer son image et de blanchir l'occupation grâce à des projets d'énergies renouvelables installés sur le territoire occupé.

S'appuyant sur les témoignages de ces activistes, le site soutient que la région d'El Guerguerat, au sud du Sahara occidental occupé, constitue un véritable «couloir de pillage», car elle abrite la seule route par laquelle le Maroc exporte des marchandises depuis les territoires occupés. «Le flux constant de ces marchandises -phosphates, poisson et produits agricoles- alimente le système économique qui soutient l'occupation», souligne-t-il. Le mé-

dia britannique cite, à ce titre, le conseiller spécial du président sahraoui pour les ressources naturelles et les affaires juridiques, Abi Bouchraya El Bachir, pour qui le pillage constitue «une forme de colonialisme économique». Les entreprises étrangères commerçant avec le Maroc au Sahara occidental «participent au financement et au renforcement de l'occupation, violant le droit international et encourageant la culture de l'impunité», a-t-il ajouté. Il a, ainsi, affirmé à Middle East Eye que le double objectif du Maroc est de piller les richesses sahraouies et de priver le peuple sahraoui de la possibilité de construire un Etat économiquement viable, accusant la communauté internationale de «céder au chantage marocain».

### PILLAGE FACILITÉ PAR UN RÉSEAU INTERNATIONAL

Eric Hagen de l'Observatoire international de surveillance des ressources naturelles au Sahara occidental, «Western Sahara Resource Watch» (WSRW), a présenté, de son côté, des données sur les réseaux internationaux qui permettent la poursuite du pillage.

Il a décrit un réseau complexe d'entreprises européennes, de compagnies maritimes et d'institutions financières qui facilitent l'extraction et l'exportation de phosphates et d'autres ressources. «Le phosphate sahraoui pillé est vital pour le financement de l'occupation marocai-



ne», a-t-il soutenu, accusant directement les entreprises européennes d'ignorer les décisions de justice et de privilégier les profits aux droits humains. «Elles manipulent les systèmes et ignorent les décisions des tribunaux européens.

Leurs profits passent avant les principes», a-t-il déploré. Mintu Al-Khatat, militante sahraouie, interrogée par Middle East Eye, a témoigné en établissant un lien direct entre les intérêts économiques et les souffrances quotidiennes du peuple sahraoui.

Elle a estimé, en outre, que le pillage des ressources sahraouies en phosphate et en produits de la pè-

che hypothèque l'avenir de la population autochtone, dénonçant le renforcement de la collaboration entre le Maroc et les entreprises étrangères pour piller le Sahara occidental. Pour sa part, Mamina Mohamed Fadel El Hachemi de l'agence sahraouie d'information «Equipe Média», a expliqué comment les richesses du Sahara occidental se sont transformées en une source constante de souffrance, dénonçant l'utilisation par l'occupant marocain des projets d'énergies renouvelables pour effacer l'identité sahraouie et renforcer l'occupation.

«L'objectif d'Equipe Média est de briser le mur du silence et de mon-

trer que ce conflit n'est pas seulement un différend territorial, mais une lutte pour la survie et les ressources», a-t-il déclaré. L'enquête examine également les racines historiques du conflit au Sahara occidental, inscrit sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU. Elle jette la lumière, par ailleurs, sur la répression subie par les militants sahraouis des droits humains dans les villes occupées et rappelle les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) qui établissent que tout accord entre l'UE et le Maroc incluant le Sahara occidental est illégal sans le consentement du peuple sahraoui.

### USA

## Washington approuve la première vente d'armes à Taïwan



Les Etats-Unis ont approuvé la première vente d'armes à Taïwan depuis le retour au pouvoir en janvier du président américain, Donald Trump, a annoncé vendredi le ministère taïwanais des Affaires étrangères, tandis que Pékin a exprimé sa «ferme» opposition.

Washington reste le soutien le plus puissant de Taïwan dont la Chine revendique la souveraineté. Pékin affirme que l'île fait partie de son territoire et a menacé d'utiliser la force pour le ramener sous son contrôle.

«C'est la première fois que la nouvelle administration Trump annonce une vente d'ar-

mes à Taïwan», a déclaré le ministère, après l'approbation par le Département d'Etat américain d'une vente d'armes. Taïwan avait demandé «des composants, des pièces de rechange et des accessoires, ainsi qu'un soutien pour la réparation et le retour des avions F-16, C-130 et Indigenous Defense Fighter (IDF)» pour un montant de 330 millions de dollars, selon une déclaration publiée par l'Agence de coopération pour la sécurité de la défense des Etats-Unis. Taïwan dispose de sa propre industrie de défense, mais son armée serait largement dépassée en cas de conflit avec la Chine et reste fortement dépen-

dante des armes américaines pour assurer sa défense. Réagissant à cette annonce, la Chine a exprimé son fort mécontentement. «La question de Taïwan est au coeur des intérêts fondamentaux de la Chine et constitue une ligne rouge absolue dans les relations sino-américaines», a déclaré à des journalistes Lin Jian, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, ajoutant que Pékin s'opposait «fermement» à cette vente.

### «AMBIGUÏTÉ STRATÉGIQUE»

Si les Etats-Unis sont juridiquement tenus de fournir des armes à Taïwan,

Washington a longtemps maintenu une «ambiguïté stratégique» quant à un éventuel déploiement de ses forces armées pour défendre l'île en cas d'attaque chinoise. Le président taïwanais, Lai Ching-te, s'est engagé à augmenter les dépenses de défense à plus de 3% du PIB l'année prochaine et à 5% d'ici 2030 alors que la Chine maintient sa pression militaire autour de l'île. Il s'est également engagé à stimuler les investissements aux Etats-Unis alors que son gouvernement tente de réduire les droits de douane de 20% imposés par l'administration Trump sur les exportations taïwanaises. Mais les projets de son gouvernement visant à établir un budget spécial de défense doté de 32 milliards de dollars pourraient être contrecarrés par le principal parti d'opposition, le Kuomintang (KMT), qui contrôle le Parlement avec l'aide du Parti populaire taïwanais.

Les élus de l'opposition ont exprimé leur mécontentement face au retard pris dans les livraisons américaines à Taïwan, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, causé par les perturbations de la chaîne d'approvisionnement liées à la Covid-19 et les livraisons d'armes américaines à l'Ukraine et à Israël. La nouvelle présidente du KMT, Cheng Li-wun, favorable à Pékin, a récemment déclaré à l'AFP que Taïwan ne pouvait pas se permettre d'augmenter ses dépenses de défense au-delà de 3% du PIB.

Cette vente d'armes par les Etats-Unis est la première depuis décembre 2024 sous l'ancien président démocrate, Joe Biden. Elle intervient alors que Pékin et Tokyo se disputent au sujet des déclarations de la nouvelle Première ministre japonaise, connue pour ses positions fermes au sujet de la souveraineté de Taïwan. La Première ministre japonaise, Sanae Takaichi, a déclaré la semaine dernière au Parlement que des attaques armées contre Taïwan pourraient justifier l'envoi de troupes pour soutenir l'île au titre de la «légitime défense collective». Pékin a vivement critiqué les propos de Mme Takaichi, le ministère chinois des Affaires étrangères déclarant jeudi qu'il «ne les tolérerait en aucun cas».



## La participation politique des jeunes en Algérie Entre désenchantement civique et nouvelles formes d'engagement

Par Oukaci Lounis\*  
1ère partie

Depuis plus d'une décennie, la question de la participation politique des jeunes en Algérie s'impose comme un enjeu majeur du débat public. Dans un pays où plus de 70 % de la population a moins de 35 ans (ONS, 2023), la jeunesse représente un acteur démographique central, mais paradoxalement sous-représenté dans les sphères décisionnelles. Si les jeunes constituent la majorité sociologique du pays, ils demeurent souvent absents des institutions politiques, des partis, et même des espaces formels de concertation. Cette contradiction entre poids démographique et marginalité politique révèle une crise plus profonde du rapport entre la jeunesse et la politique institutionnelle.

L'histoire récente de l'Algérie montre que la participation politique des jeunes a toujours été traversée par des tensions entre espoir et désillusion. Héritière d'une tradition révolutionnaire valorisant l'engagement collectif, la jeunesse des années 2000 et 2010 a cependant évolué dans un contexte marqué par la désillusion postconflit, la centralisation du pouvoir, la crise économique et un chômage structurel élevé. Ces facteurs ont nourri un sentiment d'impuissance politique et un désintérêt croissant pour les canaux institutionnels de participation, notamment le vote. Les taux d'abstention massifs lors des dernières échéances électorales - plus de 77 % aux législatives de 2021 et près de 70 % aux locales de 2022 - traduisent une méfiance profonde envers la classe politique et les institutions représentatives.

Pour autant, réduire la jeunesse algérienne à une génération apathique ou désengagée serait réductrice. Les mutations sociales et numériques de ces dernières années montrent au contraire l'émergence de nouvelles formes d'expression politique, souvent informelles, horizontales et numériques. L'usage intensif des réseaux sociaux, la montée d'initiatives citoyennes locales et l'expérience du mouvement populaire du Hirak (2019-2020) ont ouvert de nouveaux espaces de débat et d'action, situés en marge de la politique classique. Ces formes d'engagement, moins partisans mais plus expressives, traduisent une redéfinition du rapport à la citoyenneté, où l'action concrète et la prise de parole remplacent l'adhésion à des structures hiérarchiques.

Ainsi, le rapport des jeunes Algériens à la politique semble aujourd'hui osciller entre désenchantement civique et réinvention des pratiques citoyennes. D'un côté, la défiance envers les institutions traduit une crise de la représentation et un rejet du clientélisme politique. De l'autre, l'émergence de collectifs numériques, de campagnes de solidarité et d'initiatives locales montre que la jeunesse continue de s'impliquer, mais selon des modalités nouvelles, plus en phase avec ses valeurs d'autonomie, d'authenticité et de participation directe. Dans cette perspective, cet article se donne pour objectif d'analyser les transformations du rapport des jeunes Algériens à la politique entre 2010 et 2025, en identifiant les causes du désengagement électoral et les formes alternatives d'implication citoyenne. Il s'agit de comprendre comment la jeunesse algérienne, confrontée à une crise de confiance envers les institutions, redéfinit le sens même de la participation politique. L'hypothèse centrale qui guidera cette étude est la suivante : la jeunesse algérienne ne rejette pas la politique en soi, mais les canaux traditionnels de participation. Elle invente d'autres manières d'exercer sa citoyenneté, à travers le numérique, l'action communautaire ou la mobilisation sociale, qui expriment une quête de légitimité et de renouvellement démocratique.

Pour aborder cette problématique, l'analyse s'appuiera sur des données statistiques récentes, des travaux sociologiques (notam-

«La jeunesse ne rejette pas la politique, elle cherche seulement un moyen de l'habiter autrement» (Bayat, 2010, p. 15).

ment ceux du CENEAP et de l'ONS), ainsi que sur des approches théoriques de la participation politique et de la citoyenneté à l'ère numérique (Rosanvallon, 2015 ; Castells, 2012 ; Mbembe, 2016). L'article s'organise en trois grandes parties : La première partie analysera les causes du désenchantement politique et de la désaffection électorale des jeunes en Algérie. La deuxième partie mettra en lumière les nouvelles formes d'engagement citoyen — numériques, associatives et communautaires - qui redéfinissent les contours de la participation politique. Enfin, la troisième partie proposera une réflexion sur les perspectives de réconciliation entre jeunesse et institutions, en s'interrogeant sur les conditions d'un renouveau démocratique à l'ère du numérique.

I. Les causes du désenchantement politique et de la désaffection électorale des jeunes en Algérie

### UNE CRISE MULTIDIMENSIONNELLE DE CONFIANCE ENVERS LES INSTITUTIONS

La principale cause du désengagement politique des jeunes Algériens est une profonde crise de confiance envers les institutions. Des enquêtes (CENEAP, 2018, 2021) et des travaux universitaires locaux révèlent que la jeunesse perçoit ces institutions comme peu représentatives, inéquitables et déconnectées de leurs préoccupations socio-économiques. Cette crise s'explique par trois facteurs.

a. Opacité décisionnelle : la centralisation du pouvoir et le manque de transparence créent une perception d'inaccessibilité. Les jeunes, surtout les diplômés, estiment que les décisions se prennent sans eux, renforçant leur sentiment d'exclusion politique.

b. Déficit de représentativité : malgré leur poids démographique, les jeunes sont sous-représentés dans les instances élues. En 2021, moins de 3 % des députés avaient moins de 35 ans (APN, 2021), une situation similaire dans les assemblées locales. Ce déficit symbolique renforce l'idée que la politique n'est pas faite pour eux, un sentiment exprimé lors d'entretiens et d'enquêtes sociologiques post-Hirak.

c. Scandales politico-financiers : les affaires de corruption dévoilées depuis 2019 ont amplifié la défiance et remis en question la légitimité de la classe politique. La majorité des jeunes interrogés par l'ONS (2022) identifie la corruption comme le principal obstacle à la participation politique.

### DÉSILLUSION ET CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Le désengagement politique des jeunes s'explique aussi par un contexte socio-économique difficile qui structure leurs représentations, nourrit leurs frustrations et influence leur rapport à la citoyenneté.

a. Chômage et précarité : le taux de chômage des jeunes, dépassant 29 % (ONS, 2023), fragilise leur identité sociale et crée un sentiment de stagnation. La priorité donnée à la survie ou à l'adaptation individuelle relègue l'investissement politique au second plan, perçu comme un luxe en situation de précarité.

b. La migration comme alternative (hargha) : La migration, légale ou illégale, motivée par l'absence d'opportunités et le manque de confiance dans le système sociopolitique, devient une stratégie d'évitement du politique. Elle exprime l'idée que l'avenir se trouve ailleurs.

c. Blocage de la mobilité sociale : la perception d'injustice sociale est forte, la réussite étant perçue comme dépendant davantage du capital relationnel que de la compétence (CENEAP, 2020). Ce sentiment démotive la participation à un système perçu comme bloqué.

### LE DÉCLIN DU VOTE CHEZ LES JEUNES : SYMPTÔME D'UNE RUPTURE GÉNÉRATIONNELLE

La baisse continue de la participation électorale des jeunes reflète un désenchantement profond, confirmé par les élections législatives de 2017 et 2021, ainsi que les élections locales de 2022. Ce désengagement s'explique par trois facteurs principaux :

a. Inefficacité perçue du vote : beaucoup de jeunes considèrent le vote comme un outil inefficace, estimant que les résultats sont prévisibles, que les élus manquent de pouvoir réel et que les promesses électorales ne sont pas tenues.

b. Absence d'offre politique attractive : les partis traditionnels peinent à se renouveler, tant dans leurs discours que dans leurs figures et leurs méthodes. Les jeunes ne s'identifient pas aux récits politiques existants ni aux élites partisans, perçues comme déconnectées de leurs préoccupations. Cette distance générationnelle est accentuée par la faiblesse du travail de proximité des partis et l'absence de programmes axés sur l'économie du savoir, le numérique ou l'entrepreneuriat.

c. Politisation hors institutions : L'expérience du Hirak a transformé les modes de politisation des jeunes, qui se sont massivement mobilisés dans la rue entre 2019 et 2020, mais pas dans les urnes. Cette mobilisation démontre leur capacité d'engagement, qui s'exprime cependant en dehors des circuits institutionnels.

### UN SYSTÈME ÉDUCATIF PEU FORMATEUR À LA CITOYENNETÉ ACTIVE

L'école joue un rôle crucial dans la socialisation politique. Cependant, des études nationales indiquent que le système éducatif algérien peine à transmettre des compétences civiques solides.

a. Une éducation civique formelle mais peu participative : Les programmes mettent l'accent sur l'histoire nationale, la souveraineté et les valeurs de l'État, mais accordent peu de place à la pensée critique, au débat argumenté et à l'apprentissage concret de la participation citoyenne. L'école forme davantage à la loyauté institutionnelle qu'à l'engagement démocratique.

b. L'absence de clubs et de simulations démocratiques : le manque ou l'encadrement strict des espaces d'expression étudiante dans de nombreux établissements limitent les occasions d'expérimenter la citoyenneté active, contribuant à percevoir le politique comme un domaine lointain.

### UN ENVIRONNEMENT MÉDIATIQUE POLARISÉ ET PEU CRÉDIBLE

Les jeunes Algériens se méfient des médias traditionnels, qu'ils jugent peu indépendants et manquant de pluralisme. Cette méfiance alimente le désenchantement : les chaînes publiques sont perçues comme trop institutionnelles, tandis que les chaînes privées sont jugées sensationnalistes et peu rigoureuses. Les plateformes numériques, bien que devenues la principale source d'information, véhiculent parfois désinformation, rumeurs et polarisation. Ce manque d'espace médiatique fiable fragilise la confiance dans le politique et nourrit la distanciation, voire la radicalisation de certains discours anti-institutionnels. Le désengagement politique des jeunes en Algérie est donc le symptôme d'une crise globale de confiance, de représentativité et d'efficacité perçue du système politique. Il est alimenté par des facteurs institutionnels, socio-économiques, éducatifs et médiatiques qui convergent pour créer un sentiment de distance et d'impuissance. La jeunesse ne rejette pas la politique en tant que telle, mais con-

teste ses formes actuelles, jugées inefficaces ou inadaptées à ses attentes.

### II. NOUVELLES FORMES D'ENGAGEMENT CITOYEN CHEZ LES JEUNES ALGÉRIENS : UNE REDÉFINITION DE LA PARTICIPATION POLITIQUE

Malgré une défiance croissante envers les institutions traditionnelles, la jeunesse algérienne développe, depuis les années 2010, de nouvelles formes d'engagement citoyen. Loin de l'apathie, les jeunes investissent des espaces alternatifs — numériques, communautaires, associatifs ou informels — témoignant d'une mutation du rapport à la citoyenneté. Ces pratiques confirment que les jeunes ne rejettent pas la politique, mais ses formes classiques. Cette partie analyse ces nouvelles formes d'engagement à travers cinq dynamiques majeures.

#### ESSOR DU CYBERACTIVISME : UNE CITOYENNETÉ NUMÉRIQUE EXPRESSIVE

a. Les réseaux sociaux comme espace de débat public : Les plateformes numériques (Facebook, Instagram, TikTok et X) sont devenues le principal espace politique pour les jeunes Algériens (CENEAP, 2021). Elles permettent d'exprimer des opinions et des critiques, de partager des informations, des analyses, des vidéos et des podcasts, et de participer à des discussions politiques horizontales. Selon l'ONS (2023), 83 % des jeunes de 18 à 35 ans s'informent principalement via les réseaux sociaux, contre 21 % via les médias traditionnels. Cette dynamique s'inscrit dans ce que Castells (2012) appelle un réseau d'indignation et d'espoir, une sphère numérique qui amplifie la parole citoyenne et contourne les médiations institutionnelles.

b. Les campagnes en ligne : les jeunes mènent des actions politiques via des hashtags, des pétitions ou des mobilisations virales, par exemple, des campagnes anti-harcèlement, des mobilisations contre les coupures d'eau ou d'électricité, ou la dénonciation de projets environnementaux controversés (Béjaïa, 2021). Ces campagnes génèrent une nouvelle forme d'efficacité symbolique et sociale, même si elles ne se traduisent pas toujours en décisions institutionnelles.

c. Le numérique comme outil de contre-pouvoir : la diffusion d'informations alternatives, de vidéos citoyennes et d'analyses indépendantes contribue à un écosystème de vigilance citoyenne, souvent inspiré du - citizen journalism - (Allan, 2017).

#### PARTICIPATION CITOYENNE LOCALE : UN ENGAGEMENT CONCRET ET PRAGMATIQUE

Face à la déception envers la politique nationale, de nombreux jeunes s'investissent dans des initiatives locales, motivés par la proximité des problèmes, l'impact immédiat de l'action et la facilité d'accès.

a. Les actions communautaires : on observe une multiplication de collectifs locaux, principalement menés par des jeunes, qui réalisent des actions telles que le nettoyage de quartiers, l'aide aux familles vulnérables, les campagnes de don de sang, les initiatives environnementales et le soutien scolaire. Ces actions traduisent une citoyenneté pragmatique (Roche, 2018), axée sur des résultats concrets plutôt que sur les institutions.

b. La montée des micro-associations : depuis 2014, l'Algérie connaît une explosion du nombre d'associations locales, souvent animées par de jeunes diplômés, actives dans l'environnement, la culture, l'entrepreneuriat et l'innovation sociale (ex. associations à Tipaza, Béjaïa, Mostaganem). Ces micro-organisations jouent un rôle d'éducation civique informelle et permettent aux jeunes de développer des compétences d'initiative, de gestion et de mobilisation.

Professeur \*  
Université de Constantine 2  
A suivre



## SEOR 7,6 milliards de dinars de créances impayées

K. Assia

Le montant des créances impayées détenues par la Société des eaux et de l'assainissement de la wilaya d'Oran (SEOR) auprès de ses abonnés ont atteint les 7,6 milliards de dinars soit l'équivalent d'une année et demie de chiffre d'affaires. Plus de 70% de ces créances sont détenues auprès des particuliers pour un montant de l'ordre de 5 milliards de dinars. Ces derniers prennent plus de temps à régler leurs factures selon M. Medjahed, directeur commercial à la SEOR, qui a précisé en marge d'une session de formation organisée sur la gestion intégrée des ressources hydriques qu'une étude effectuée sur le délai moyen de recouvrement des factures auprès des ménages est d'une année. En effet, le montant des factures impayées par les particuliers représente plus de 70% du taux global des créances. Les industriels, quant à eux, ne dépassent pas les 18% de ce taux et le montant des

dus avoisine les 760 millions de dinars. Le reste est partagé entre les administrations pour un montant de 985 millions de dinars et les commerces pour un montant de 769 millions de dinars. Ainsi et tout en soulignant l'impact de ce préjudice, la direction de la SEOR multiplie les actions pour le recouvrement de ses dus et améliorer ainsi sa situation financière. Dans le cadre de sa campagne de recouvrement des créances impayées, plusieurs appels sont lancés aux abonnés récalcitrants pour se rapprocher des agences commerciales et régler leur situation ou payer directement via le service de paiement électronique. Tout d'abord, la société opte pour les solutions à l'amiable.

Dans le cas du non-respect de ces facilitations, des coupures de l'alimentation de l'AEP ainsi que des poursuites judiciaires sont engagées à l'encontre des clients récalcitrants et ceux qui n'ont pas respecté leurs engagements de paiement échelonné, convenu avec la société.

A vrai dire, ce manque à gagner

n'est pas sans conséquences sur l'équilibre financier de la société. Celle-ci lance chaque année d'importantes opérations de réhabilitation et de rénovation du réseau de l'AEP ce qui traduit l'urgence du recouvrement de ses dus. Ainsi et pour inciter les abonnés à régler leurs factures, la société lance, chaque année, des campagnes portant sur l'allègement des procédures de paiement. Il s'agit de la campagne « easy dette ». Elle leur offre un échéancier de paiement partiel, avantageux, avec une diminution sur les frais des dossiers de recouvrement. Ces mesures de facilitation prévoient, également, une simplification des poursuites judiciaires. Ces mesures offrent la possibilité d'établir, sur demande, un calendrier pour les redevances. Autre nouveauté est l'application SEOR mob, une plateforme numérisée mise sur pied par une équipe d'ingénieurs de la SEOR et qui permet d'éviter les déplacements et de régler les factures à partir de chez soi ou de son lieu de travail.

## Colloque national à l'Université d'Oran 2 Les exportations algériennes hors hydrocarbures en Afrique en débat

Les exportations algériennes hors hydrocarbures en Afrique et les moyens de leur renforcement ont constitué le thème central d'un colloque national organisé mercredi à l'Université d'Oran 2 Mohamed-Benahmed, avec la participation d'experts en économie, de chefs d'entreprises et d'opérateurs dans le domaine de l'exportation.

Dans son intervention, lors de cette rencontre intitulée «Les exportations algériennes hors hydrocarbures: contraintes et défis», Walid Belabidi, sous-directeur au ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, a souligné que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) représente «une étape importante dans le processus d'intégration économique africaine», mettant en avant le potentiel considérable dont dispose l'Algérie pour devenir «une puissance compétitive» dans ce marché continental.

Il a ajouté que la ZLECAf constitue «une grande opportunité pour l'économie et les entreprises algé-

riennes» en matière de compétitivité et d'investissement en Afrique, tout en leur permettant de conquérir des parts de marché dans différents pays du continent. Pour sa part, le consultant et expert Ali-Bey Nasri a insisté sur la nécessité de diversifier l'investissement dans plusieurs secteurs tels que l'agroalimentaire, les industries de transformation et l'agriculture, afin d'accéder aux marchés africains, en soulignant également le rôle des start-up, qui apportent sans cesse des innovations, notamment dans les domaines de la technologie et de l'intelligence artificielle. Le président du colloque, Dr Kensab El Hadj-Mohamed, a pour sa part mis en avant l'importance de diversifier la base productive et de renforcer la compétitivité des entreprises nationales sur les marchés régionaux, ce qui, a-t-il soutenu, «nécessite des solutions innovantes permettant d'accroître la valeur ajoutée du produit national». Il a ajouté qu'avec son adhésion à la ZLECAf, l'Algérie «progresses dans la bonne direc-

tion», mais qu'il demeure nécessaire de mieux coordonner les actions entre les acteurs économiques et de s'appuyer sur la connaissance et l'innovation comme piliers essentiels pour élargir les exportations.

Ce colloque, organisé par le Laboratoire des économies euro-méditerranéennes en collaboration avec le Laboratoire de recherche appliquée sur l'entreprise, l'industrie et le territoire relevant de l'Université d'Oran 2, a comporté trois ateliers consacrés notamment aux «Exportations hors hydrocarbures en Afrique: situation actuelle et opportunités sectorielles», « Les politiques publiques, les mécanismes de soutien à l'exportation et l'accès aux marchés africains» et «Les contraintes et les défis à l'exportation et les perspectives d'intégration du marché à long terme». Ces ateliers ont permis l'échange d'expériences et le renforcement de la synergie entre l'université et les entreprises économiques, au service de la compétitivité des exportations algériennes sur le continent africain.

## Journée nationale de l'étudiant international L'USTO-MB accueille la «Student Marhaba Day»

J. Boukraa

Dans une ambiance placée sous le signe de l'échange et de l'ouverture, l'Université des sciences et de la technologie d'Oran - Mohamed Boudiaf (USTO-MB) célèbre, jeudi, la «Student Marhaba Day», un rendez-vous annuel dédié aux étudiants internationaux. Cette journée vise à mettre en valeur leur présence, leur diversité et leur rôle essentiel dans la vie académique et culturelle de l'université. Porté par la stratégie nationale de promotion de la mobilité étudiante, l'événement illustre l'engagement de l'établissement à offrir un cadre d'intégration chaleureux et à renforcer son attractivité auprès des étudiants étrangers. Pour l'an-

née universitaire en cours, l'USTO-MB accueille 183 étudiants internationaux représentant 24 nationalités - dont 6 arabes et 18 africaines. Ces étudiants suivent leurs cursus dans 18 filières, couvrant six grands domaines : Sciences et Technologies (ST) ; Sciences de la Matière (SM) ; Sciences de la Nature et de la Vie (SNV) ; Mathématiques et Informatique (MI) ; Sciences et Techniques

des Activités Physiques et Sportives (STAPS) ; Architecture, Urbanisme et Métiers de la Ville (AUMV). A travers cette initiative, l'USTO-MB réaffirme son engagement envers la coopération universitaire internationale, le dialogue interculturel et la promotion de la diversité, des valeurs qui traduisent pleinement la vocation d'une université ouverte sur le monde.

## Hassi Mefsoukh Un homme mortellement percuté par un train

Un homme de 43 ans a perdu la vie la nuit de jeudi à vendredi, après avoir été percuté par un train au niveau de la commune de Hassi Mefsoukh, dans la daïra de Gdyl. Les secours sont intervenus à 20h14, mais la victime est décédée sur place. Elle a été transportée vers la morgue de l'hôpital local.

J.B.

## Lutte contre l'occupation illicite des trottoirs 90 tables de fruits, légumes et poissons démantelées à Gdyl



K. Assia

Les services de l'APC de Gdyl ont décidé de sévir contre l'occupation illicite des trottoirs et des espaces publics, et ce, conformément aux nouvelles directives données par le wali d'Oran, M. Ibrahim Ouchène. Ainsi, une vaste opération a été menée avant-hier par les services de la daïra, de l'APC, de la sûreté de daïra de Gdyl, les services de la direction du commerce et les membres du bureau d'hygiène communal afin de lutter contre le commerce informel et libérer ainsi les artères squattées par les commerçants ambulants. Dans ce registre, tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour mener à terme cette campagne qui a permis le démantèlement de 90 tables de produits divers entre fruits, légumes et poissons.

Ainsi et pour garantir la réussite de cette opération, un travail de fond a été mené en amont par les services de la daïra de Gdyl et de la police. Ces derniers ont multiplié les actions de sensibilisation en direction des commerçants ambulants. Une commission composée des représentants du bureau d'hygiène communal, de la police, de l'association de la protection des consommateurs et de la direction du commerce a été mise en place et a sillonné les différentes artères et plusieurs commerçants activant dans la légalité ont

été mis en demeure pour étalement de marchandises sur les trottoirs. Un délai de 48 heures leur a été accordé pour libérer la voie faute de quoi des mesures seront prises à leur rencontre. Les initiateurs de cette campagne de lutte contre l'occupation illicite des trottoirs rappellent la dernière loi portant sur la protection et la préservation de l'espace public et les sanctions encourues en cas de transgressions. Sur ce et pour une meilleure efficacité, l'APC de Gdyl a opté tout d'abord pour la prévention avec des mises en demeure adressées aux commerçants en infraction. Dans le cas contraire, des sanctions seront prises à leur rencontre, apprend-on. Le but est de libérer toutes les voies et les ruelles squattées par des commerçants ambulants et aussi les trottoirs occupés sans autorisation par des commerçants, indique-t-on. Il y a lieu de noter que des directives fermes ont été données aux responsables locaux pour combattre ce fléau, un véritable danger pour la sécurité des piétons. Cette campagne de lutte sans merci lancée va se poursuivre à travers toutes les communes de la wilaya. Plusieurs marchés informels notamment à Saint Pierre, Gambetta, Hai Ellouz, El Barki et Es-Sedkiah ont été démantelés avec un seul objectif qui est de récupérer l'ensemble des rues envahies par l'informel, faciliter la circulation piétonne et préserver l'environnement.

## Logements publics locatifs Tirage au sort à Aïn El Kerma

J. Boukraa

Conformément aux instructions des pouvoirs publics, une opération de tirage au sort visant à déterminer les étages des bénéficiaires du quota 86/73 de logements publics locatifs s'est déroulée mercredi au niveau de la commune d'Aïn El Kerma, relevant de la daïra de Boutléfis.

Organisée par l'Office de gestion et de promotion immobilière la séance s'est tenue en présence d'un huissier de justice, ga-

rantissant la transparence et la régularité de la procédure. Par ailleurs, les personnes aux besoins spécifiques ont été exemptées du choix des étages, une mesure prise en considération de leur situation particulière et afin de leur assurer de meilleures conditions d'accès et de mobilité. Cette opération s'inscrit dans la continuité des efforts des autorités locales visant à assurer une gestion équitable et transparente des programmes de logement au profit des citoyens.

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Ghazal AEK, 91 ans, Oran  
Boulami Mokhtaria, 55 ans, Oran  
Adida Tasnime, 2 jours, Oran  
Mokhtar Ahmed, 61 ans, Oran

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

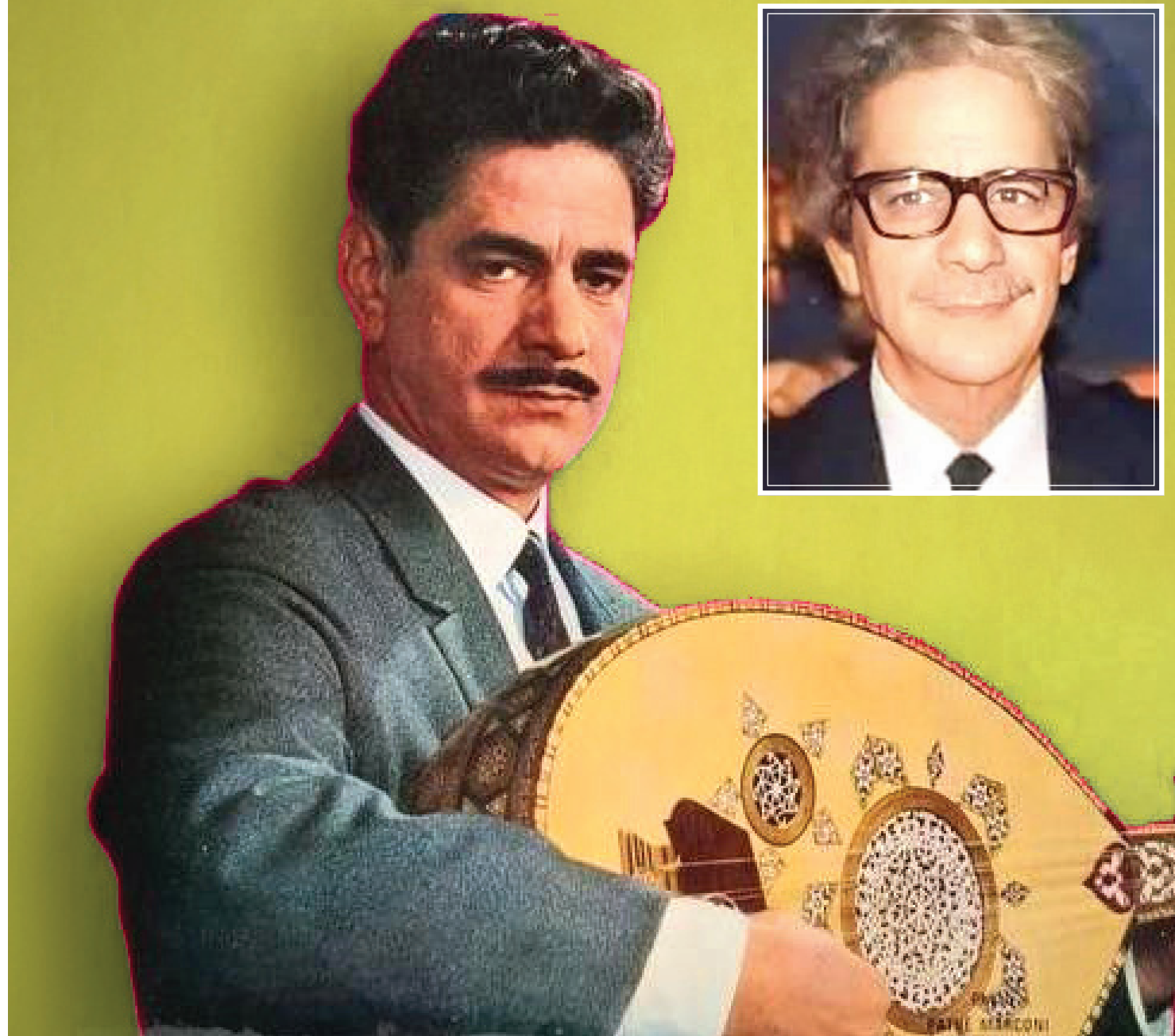
24 joumada el oula 1447

El Fedjr 06h09	Dohr 12h47	Assar 15h38	Maghreb 18h02	Icha 19h21
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## Ahmed Wahbi - Le Maître de l'Oranité



Par Laâla Bechetoula

Il y a des voix qui ne quittent jamais un pays, même lorsque les années passent et que les mémoires se transforment.

Des voix qui ne cherchent pas la lumière, mais qui éclairent. Des voix discrètes, secrètes, essentielles. Celle d'Ahmed Wahbi fait partie de ces voix qui ne meurent jamais. Elles veillent.

### UNE NAISSANCE ENTRE DEUX RIVES

Son histoire commence à Marseille, le 15 novembre 1921, dans les bras d'un père algérien musicien, le chanteur Dader, membre de l'ensemble S'hab El Baroud – également appelé Banda Zahouaniya – et d'une mère française d'origine italienne. Une naissance romanesque, comme un prologue de cinéma. Puis le destin frappe : sa mère meurt lorsqu'il n'a que quatre mois. Orphelin, le petit Ahmed est ramené vers l'autre rive, vers une ville qui n'était pas la sienne mais qui deviendra son port intérieur : Oran. Dans les bras de son grand-père, accompagné de sa sœur aînée, il arrive à Mdina Jdida, ce quartier populaire où chaque ruelle murmure une histoire. Là, parmi les odeurs de pain chaud, les voix andalouses qui glissent des balcons, les rires d'enfants et les cafés où la musique naît spontanément, Wahbi grandit sans bruit. Il observe plus qu'il ne parle. Il écoute

plus qu'il ne répond. Il absorbe l'humanité des lieux comme d'autres absorbent la lumière. Et, sans le savoir encore, la ville le façonne doucement, lui offre cette élégance simple qui deviendra sa signature.

### LES VEILLÉES DE MISSERGHINE

En 1937, à seize ans, il rejoint les Scouts musulmans d'Oran, le groupe En-Najah, aux côtés de Hamou Boutlélis et Kada Mazouni. Les veillées de Misserghine marquent un tournant. Sous un ciel profond, éclairé par les flammes d'un feu de camp, il chante pour la première fois devant d'autres. Il reprend Mohamed Abdelwahab avec timidité, mais sa voix surprend. Elle n'est pas puissante, elle n'est pas démonstrative. Elle est sincère. Elle vient d'un lieu intime. Elle porte une émotion pure qui fige ceux qui l'écoutent. Inspiré par Abdelwahab, il emprunte même son nom d'artiste : Wahbi. À partir de là, il ne sera plus jamais un chanteur de performance, mais un chanteur de vérité.

### LE CHAMPION AVANT L'ARTISTE

Avant la reconnaissance musicale, Ahmed Wahbi brille en athlétisme. Champion du 110 mètres haies, il excelle sur les pistes. Mais la musique finit par l'appeler plus fort.

Mobilisé durant la Seconde Guerre mondiale sur les fronts de Tunisie, du Rhin et du Danube, il profite d'une permission pour se produire à l'Opéra d'Oran avec l'orchestre de Blaoui Houari. Leur collaboration marquera l'histoire de la musique algérienne. Sa première apparition publique officielle se tient en 1946 à la salle Atlas d'Alger, aux côtés de figures comme Rouiched, Keltoum et Abderrahmane Aziz.

### LE CO-FONDATEUR DU STYLE EL ASRI

Avec Blaoui Houari, il crée le style El Asri, le moderne, né dans l'Oran des années 1940. Ce nouveau genre mêle la noblesse orientale – héritée des maîtres égyptiens comme Abdelwahab et Farid El Atrache – aux rythmes et à la poésie oranaise, les qacidas du terroir.

Wahbi lui donne sa finesse : une élégance faite de douceur, de maîtrise, de retenue. Il aurait été le premier artiste algérien à introduire le luth dans la chanson moderne.

« Ce garçon ne chante pas... il ressent », confiera un ancien scout. Sa voix ressemble à une fin d'après-midi oranaise : lente, chaude, lumineuse, sans effort. Un baryton-basse rare.

### L'EXIL PARISIEN

L'essentiel de son œuvre naît en exil. De 1947 à 1957, Wahbi vit à

Paris et chante au cabaret El-Djazaïr, rue de la Huchette. Toujours impeccablement vêtu, lunettes d'écaïlle, moustache fine, il évoque l'allure des chanteurs égyptiens des années 1940.

En 1949, il enregistre son premier 78 tours. En 1950, il immortalise Wahran Wahran chez Pathé-Marconi, ode déchirante à son père Dader qu'il n'a jamais connu. En 1955, il rencontre Cheikh Abdelkader Khaldi, auteur de Bakhta, qui lui ouvre les portes du bédouin oranais. De cette collaboration naîtront ses plus beaux chefs-d'œuvre. Il travaillera aussi avec Cheikh Mostefa Benbrahim, Cheikh Saïd el Mamouni et Cheikh Benkabilia.

Plus tard, avec le parolier Saïm Hadj, il créera 19 œuvres majeures.

### LE COMBATTANT DE L'OMBRE

En août 1957, Wahbi rejoint la base de Ghardimaou et devient l'un des piliers de la troupe artistique du FLN à Tunis, qu'il contribue à fonder. Il chante pour les Djounoud, pour les blessés, pour les exilés, pour les peuples amis. Son art devient arme morale, souffle, réconfort. C'est également à Tunis qu'il se marie.

### L'HOMME DE DIGNITÉ

En 1967, une scène illustre son caractère. Un homme puissant,

entré au cabaret El-Djazaïr, lance une remarque raciste blessante. Wahbi, cet homme d'une douceur presque timide, pose calmement son oud, s'approche et lui assène une droite silencieuse mais éclatante. Cet acte d'honneur lui coûtera cher. Mais il restera fidèle à lui-même : un homme qui ne plie pas l'échine.

### LE RETOUR À ORAN

Après l'indépendance, il retourne à Oran. Il dirige la radiotélévision locale avec Blaoui Houari, puis devient directeur musical du Théâtre régional d'Oran. Plus tard, il assume deux mandats de secrétaire général de l'Union Nationale des Arts Lyriques.

Il quitte Oran uniquement pour deux séjours : Paris de 1965 à 1967, puis le Maroc de 1969 à 1971. À la fin de sa vie, il rêve de fonder un institut dédié à la chanson oranaise. Le projet n'aboutira jamais.

Les dernières années sont marquées par le décès de son épouse, puis par la perte tragique de son fils Dader. En mai 1992, il reçoit la médaille Achir sur son lit d'hôpital. Il s'éteint le 28 octobre 1993. Il est enterré à Sidi Yahia, à Alger.

### UN HÉRITAGE IMMENSE

Auteur, compositeur, interprète, Wahbi laisse plus de huit cents chansons, dont Wahran Wahran, Fat elli fat, Ya Touil Erragba, Aâlache Tloumouni, Cha'lat la'younne, Yemna, El Ghezal, Lesnamia et tant d'autres.

En 1975, il remporte un prix prestigieux à Abou Dhabi.

En 1999, sa voix renaît grâce au groupe 113 avec Harguethi Eddamaa dans Tonton du Bled. On l'entend aussi dans Omar Gatlatto.

### L'ÉLÉGANCE INCARNÉE

Il avançait dans son quartier avec une sérénité qui imposait le respect. Toujours soigné, toujours courtois, toujours humble. Il disait que la beauté n'a pas besoin d'être grande, elle doit être vraie.

Il laisse une élégance, une émotion, une manière de chanter la nostalgie sans pathos, l'amour sans exhibition, la douleur sans plainte.

Surtout, il laisse une leçon : la grandeur n'a pas besoin de bruit.

Chaque fois qu'un vieux transistor diffuse Wahran Wahran, que dans un café un homme murmure Fat elli fat, Oran retrouve son maître.

Ahmed Wahbi n'a jamais voulu être célèbre. Il a voulu être exact. Et c'est pour cela qu'il demeure, encore et toujours.

Parce que sa musique est humaine. Parce que sa voix est honnête. Parce que son élégance touche jusque dans le silence.

Ahmed Wahbi, le maître de l'Oranité, l'homme qui transforma la mélancolie en lumière.

En 2007, un conservatoire d'Oran portera son nom.



## Tiaret Création d'un centre d'intermédiation pour toxicomanes

El-Houari Dilmi

Le wali de Tiaret, Saïd Khalil, a procédé, mercredi, à la pose de la première pierre du projet de réalisation d'un centre d'intermédiation pour toxicomanes. Ce centre de prévention et de lutte antidrogue sera réalisé à proximité de l'établissement hospitalier spécialisé en santé mentale et Psychiatrie « Hamdani Adda » sur les hauteurs de la ville de Tiaret.

Cette nouvelle infrastructure de santé sera érigée sur une superficie bâtie de 400 m<sup>2</sup> et aura une capacité d'accueil d'une soixantaine de

patients dépendant aux substances psycho-actives et qui pourront ainsi s'arracher à l'enfer de la drogue.

A noter qu'outre le centre régional anti-cancer qui sera réceptionné dans les prochaines semaines, huit autres projets dans le secteur de la santé frappés par le gel, ont été mis en chantier dernièrement pour venir étoffer l'offre sanitaire existante. Parmi ces projets, la réalisation d'un nouvel hôpital de 120 lits à Tiaret-ville et un autre de la même capacité dans la wilaya déléguée de Ksar Chellala.

De nouvelles Urgences médico-chirurgicales à proximité de l'EPH

Youssef Damerdjé dotées de quatre blocs opératoires et 40 lits, la réalisation de nouveaux pavillons au niveau de l'établissement spécialisé en ORL, un nouveau pavillon pour la traumatologie au niveau du chef-lieu de wilaya sont également en chantier.

La mise à niveau sanitaire de la wilaya prévoit également la réalisation d'un centre des grands brûlés, une nouvelle unité d'urgence pédiatrique dotée de quatre blocs opératoires, un hôpital de 60 lits dans la commune de Takhemaret et une annexe de l'institut Pasteur.

## Plus de 2,7 millions DA pour deux projets innovants à l'Université



Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a consacré une enveloppe budgétaire de plus de 2,7 millions DA pour le financement de deux projets innovants réalisés par de jeunes diplômés de l'Université Ibn-Khaldoun de Tiaret, dans le cadre du soutien à l'innovation et de la promotion des projets à potentiel de commercialisation.

Selon la cellule de communication de l'Université, ce financement a été accordé à la suite de la distinction des deux projets lors du concours national "Protomarket" du défi et de l'innovation, organisé à la fin du mois de septembre der-

nier, où ils ont été sélectionnés parmi les meilleurs modèles de développement orientés vers le marché. Le premier projet, intitulé "Système de maintenance intelligente pour machines industrielles", développé par les étudiants Aïmen Zerrouk et Nawal Boughoufala, a bénéficié d'un soutien financier de 1,5 million DA. Ce projet vise à développer des algorithmes capables de détecter précocement les pannes et de proposer des solutions immédiates grâce aux technologies d'intelligence artificielle (IA), précise la même source.

Quant au second projet, dirigé par l'étudiante Djamilia Si Kaddour,

il a obtenu un financement de 1,2 million DA pour la transformation du manuel scolaire algérien en une application numérique interactive, en phase avec la transition numérique du secteur de l'éducation nationale. La même source a souligné que l'Université assure l'accompagnement technique et administratif des deux projets, en leur attribuant deux locaux aménagés au pôle universitaire de Kermane, tout en intégrant leurs activités dans les programmes de l'Incubateur universitaire et du Centre de développement de l'entrepreneuriat au titre de l'année universitaire en cours.

## Timimoun Coup d'envoi au 1er festival international du court-métrage

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a présidé, jeudi soir à Timimoun, la cérémonie d'ouverture de la 1ère édition du festival international du court-métrage, avec la participation de 62 films issus de 31 pays, dont 23 africains. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée au théâtre de plein-air, en présence de l'ambassadeur du Sénégal en Algérie, M. Mbaba Coura Ndiaye, dont le pays est l'invité d'honneur du festival, ainsi que d'une pléiade de cinéastes et d'artistes, algériens et étrangers, et des autorités locales.

S'exprimant en ouverture, la ministre a indiqué que le festival du court métrage de Timimoun ouvre grand ses portes au cinéma africain et à des perspectives de coopération future. "Nous accueillons aujourd'hui nos frères du Sénégal, invité d'honneur, qui consacre avec nous une communauté de destin culturel et une conviction du continent africain que l'art est le moyen

le plus expressif de liberté et de dignité", a souligné Mme Bendouda, ajoutant que "ce partenariat entre l'Algérie et le Sénégal n'est pas seulement un moment de partage cinématographique, mais un projet futur d'échange, de coopération et de complémentarité, car quand l'Afrique s'exprime à travers la culture, elle le fait avec force et créativité". Et de poursuivre, par ailleurs, que Timimoun n'est pas uniquement une destination culturelle et une localisation géographique, mais l'expression d'une vision de l'Etat algérien d'extension de l'action culturelle à l'ensemble du pays, du Nord à l'extrême Sud, et de la montagne au littoral.

Le festival de Timimoun représente un engagement à la poursuite du message de fidélité envers le cinéma algérien résistant, à travers l'histoire et la mémoire, mais aussi envers la nouvelle génération qui construit son cinéma avec détermination, sincérité et responsabilité, a-

t-elle soutenu. Pour rappel, les participants au festival seront en compétition pour les prix des meilleurs courts-métrages patriotique, documentaire et de conte, en plus des prix récompensant les meilleurs scénario et réalisation. Cette édition du festival verra la projection de plusieurs œuvres cinématographiques, dont, en ouverture, "Secousse atomique" de Rachid Bouchareb qui traite des explosions nucléaires dans le Sud algérien, "Zighoud Youcef" de Moussa Khemmar, ainsi qu'un film de Noufel Kelahe traitant des événements de Sakiet Sidi-Youcef, et d'autres œuvres filmées à Timimoun et traitant du patrimoine immatériel et du parc culturel du Gourara. Les œuvres cinématographiques seront projetées au public au niveau des structures culturelles de la wilaya, à l'instar de la salle de cinéma, le théâtre en plein-air et le Centre algérien du patrimoine bâti en terre, aménagés pour la circonstance.

## Mascara 3.000 logements sociaux en chantier

Les travaux de réalisation de 3.000 logements publics locatifs (LPL) ont été lancés, récemment, dans la wilaya de Mascara, a annoncé jeudi le wali Fouad Aïssi. Dans une allocution prononcée lors des travaux de la troisième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), le wali a précisé que les chantiers de réalisation des ces logements ont été lancés à travers plusieurs communes de la wilaya. Il a également fait savoir que près de 4.859 logements, toutes formules confondues, ont été attribués au cours de l'année en cours, à l'occasion de la Fête de l'indépendance et de la jeunesse, ainsi que de l'anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale. Le premier responsable de l'Exécutif de Mascara a, d'autre part, ajouté que de nouveaux logements publics locatifs ont été réceptionnés cette année dans plusieurs localités, tandis que les travaux se poursuivent à un rythme soutenu dans d'autres projets relevant de cette même formule.

Par ailleurs, M. Aïssi a salué l'in-

térêt particulier qu'accorde le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à la mémoire nationale et à la valorisation de ses symboles, indiquant, à ce propos, que Mascara abritera les festivités commémoratives du 193e anniversaire de la première allégeance (Moubayâa) à l'Emir Abdelkader (27 novembre 1832), sous le haut patronage du Président de la République. Le wali a, d'un autre côté, annoncé le lancement de la deuxième phase de l'opération d'éradication des marchés parallèles dans les villes de Mohammadia et Bouhanifia, rendue possible grâce à la coordination efficace entre les différents services concernés, tout en assurant la mise à disposition d'alternatives pour les commerçants concernés. Il convient de noter que les travaux de cette troisième session ordinaire de l'APW ont été marqués par l'adoption du budget primitif (BP) de l'année 2026, dont le montant global dépasse 1,4 milliard de dinars, ainsi que par la présentation d'exposés relatifs à la rentrée scolaire et universitaire 2025-2026.

## Sidi Bel-Abbès Dix familles relogées à Telmouni

Dix familles résidant dans des immeubles précaires de la commune de Sidi Bel Abbès ont été relogées dans de nouveaux logements situés dans le pôle urbain de la commune de Telmouni, a-t-on appris, jeudi, auprès du président de l'Assemblée populaire communale de Sidi Bel Abbès, Miloud Maghrabi.

Le responsable a précisé que cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du programme de wilaya visant à éradiquer définitivement les logements précaires, s'est déroulée mercredi dans de bonnes conditions, sous la supervision de la cellule de coordination conjointe comprenant les autorités locales de la daïra de Mostefa Benbrahim et de la commune de Tel-

mouni, ainsi que le Bureau de promotion et de gestion immobilière et la Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction. Divers services techniques et de sécurité ont également participé à l'opération, tels que la Gendarmerie nationale, la Protection civile, l'entreprise "Nadhif Com", l'établissement public communal chargé de l'éclairage public et des espaces verts, ainsi que Sonelgaz et l'Algérienne des Eaux. En outre, les autorités locales ont assuré que le processus de relogement se poursuivra progressivement dans les semaines à venir pour toucher les autres sites et immeubles précaires au niveau de la commune de Sidi Bel-Abbès.

## Chlef Opération coup de poing, plusieurs interpellations

Abbad Miloud

Les services de la police et de la gendarmerie ont mené récemment une opération coup de poing d'envergure au niveau des quartiers suspects de la ville de Boukader. Les deux corps de sécurité ont mobilisé les moyens nécessaires afin d'assurer le succès de l'opération qui s'est soldée par l'interpellation de plusieurs personnes. De même, des propriétaires

de véhicules et de motos ont fait l'objet de fouilles minutieuses. Parmi les personnes arrêtées, deux étaient recherchées pour commercialisation de drogue au niveau d'une commune de l'ouest du pays. Les éléments des deux corps de sécurité ont saisi une importante quantité de drogue qui était destinée à la consommation et à la commercialisation. Cette opération rentre dans le cadre de la protection du citoyen et de ses biens.

## Mascara Plus de 13,5 kg de kif saisis

Les services de sécurité de la wilaya de Mascara ont récemment saisi plus de 13,5 kg de kif traité et 4.680 unités de substances psychotropes, arrêtant 4 personnes impliquées dans cette affaire, a indiqué vendredi un communiqué de la cellule de communication et de relations publiques de ce corps sécuritaire. Selon la même source, cette opération a été réalisée suite à des informations sécuritaires reçues par les éléments de la police, faisant état d'un individu détenant une quantité de kif traité et des substances psychotropes dans son domicile familial, ainsi que dans sa ferme située dans la commune de Mascara, dans le but de les revendre

en milieu urbain. Les deux lieux (le domicile et la ferme) ont donc été perquisitionnés, où plus de 3,5 kg de kif traité et 4.680 comprimés psychotropes ont été trouvés, en plus de la saisie d'un véhicule touristique et de l'arrestation de ce suspect. Au cours de l'interrogatoire du premier suspect, ajoute le communiqué, celui-ci a révélé l'identité de son principal fournisseur, résidant à Tighennif, qui a également été arrêté. Ce dernier a, pour sa part, divulgué l'identité d'un autre complice qui a été arrêté et dont le domicile, au chef-lieu de la wilaya, a été perquisitionné, où 10 kg de kif traité et une somme d'argent de 310 000 DA provenant des revenus de ce trafic ont été saisis.



Annaba

Vers la réhabilitation de deux gares routières

Les travaux de réhabilitation des deux gares routières Souidani-Boudjemaa et Sidi-Brahim, à Annaba, fermées pour cause de dégradation, seront "prochainement" lancés, dans le cadre d'un programme spécial d'organisation du transport urbain, intercommunal et inter-wilayas et d'amélioration des conditions de transport des citoyens, a-t-on appris jeudi auprès du directeur de wilaya des transports.

Dans une déclaration à l'APS, M.

Toufik Chetoum a souligné que "ces travaux seront engagés dès le parachèvement des procédures techniques et administratives dans les prochains jours", précisant que "le projet prévoit l'aménagement de nouveaux espaces pour les bus et les taxis pour endiguer le problème du stationnement anarchique le long des avenues de la ville".

La gare routière Souidani-Boudjemaa sera réservée au transport urbain avec deux aires, une pour les bus et une autre pour

les taxis avec la pose de panneaux d'orientations et l'organisation des entrées et sorties des véhicules, a-t-il ajouté.

La gare routière Sidi-Brahim sera consacrée au transport intercommunal et inter-wilayas avec une capacité d'accueil de 150 bus et 300 taxis sur une aire de deux hectares.

Ce projet est appelé à améliorer le service public, réduire la congestion du trafic et assurer la fluidité du trafic à l'intérieur de la ville d'Annaba, a-t-on indiqué.

Touggourt

«Assurer un partage équilibré de l'eau»

L'importance d'une gestion efficace des installations hydrauliques pour améliorer le service public de distribution de l'eau a été soulignée, jeudi à Touggourt, par le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, en visite de travail et d'inspection dans la wilaya.

Le ministre affirmé que "fournir un service de qualité requiert une gestion efficace et efficiente de la ressource en eau, à même d'assurer sa valorisation et exploitation optimale et sécurisée".

Pour ce faire, M. Derbal a mis l'accent sur l'élaboration de plans proactifs à l'effet d'assurer un service public continu et d'éviter les perturbations sur le réseau d'eau potable et de lutter contre toute forme de raccordement illicite sur les réseaux de distribution, causant le gaspillage et la déperdition de cette source vitale.

Le ministre a évoqué, en outre, la numérisation comme une priorité, pour soutenir l'effort humain et l'efficacité de gestion, notamment en termes d'intervention et de réparation des pannes et fuites sur les réseaux et installations hydrauliques.

Mettant à profit le lancement d'un projet de réalisation d'un forage dans la localité de Goug, commune de Blidet-Amor, le ministre a convié les responsables du secteur à fournir davantage d'efforts pour améliorer la

dotation en eau de la population et d'assurer un partage équilibré de l'eau, au regard de l'extension urbaine et industrielle que connaît la wilaya de Touggourt.

M. Derbal s'est rendu aussi dans la commune de Nezla où il a inspecté la station de déminéralisation, d'une capacité de traitement de 34.650 m3/jour, comprenant des puits albiens et de soutien, deux réservoirs d'eau traitée et d'eau brute.

La délégation a suivi, sur site, un exposé succinct de la situation du secteur de l'hydraulique dans la wilaya, les défis rencontrés et liés notamment à l'absence de réseaux d'assainissement dans certains quartiers de la commune de Taïbet, dont la localité de Delilia, et

au déficit en pompes hydrauliques.

S'agissant de l'assainissement, M. Derbal a mis l'accent sur la nécessité de solutionner le problème de manière efficace pour prendre en charge les réseaux d'assainissement à travers les différentes régions et zones urbaines confrontées au problème de remontée des eaux et d'assainissement.

Le réseau d'assainissement de la wilaya prend en charge la conduite des eaux usées et de drainage, issues des différentes communes de la wilaya, à travers un réseau long de 1.076 km, soit un taux de couverture de 85%.

Ce réseau comprend 66 stations de relevage et de refoulement ainsi que deux (2) autres de traitement et d'épuration.

Biskra

Foncier agricole : remise de 179 actes de propriété

Pas moins de 179 actes de propriété de terres agricoles établis dans le cadre du dispositif de régularisation du foncier agricole, dans la wilaya de Biskra ont été remis jeudi aux bénéficiaires au cours d'une cérémonie présidée par le wali, Lakhdar Sedas.

Dans son allocution à l'occasion, le directeur de wilaya des services agricoles (DSA), Lahbib Bousri, a précisé qu'il s'agit de 136 actes de concession agricole par voie de conformité et 43 actes d'accès à

la propriété foncière par la mise en valeur.

Depuis le début en 2023 de l'opération de régularisation des terres agricoles, 11.198 demandes de régularisation ont été déposées et 11.117 sorties de constatation ont été effectuées, a indiqué le même responsable, relevant que 9.179 dossiers ont été présentés à la commission de wilaya de conformité chargée d'étudier les régularisations de terres agricoles dépourvues d'actes qui en a approuvé 3.537 dossiers permettant à ce

jour l'établissement de 522 actes de propriété.

Dans ce contexte, le chef de l'exécutif local a souligné que la wilaya de Biskra a accompli des pas importants sur la voie de la régularisation du foncier agricole, affirmant que le travail est poursuivi pour régulariser les situations en suspens dans le cadre des efforts de l'Etat visant à assurer un environnement propice à l'exercice des activités agricoles et au développement de la production pour parvenir à la sécurité alimentaire.

M'sila

Plus de 6.000 comprimés psychotropes saisis

Les services de la brigade polyvalente des Douanes de M'sila, relevant de l'inspection des sections des douanes de Bordj Bou Arreridj, ont saisi, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire

relevant de la 1ère Région militaire, 6.189 comprimés psychotropes, a indiqué jeudi un communiqué de ce corps constitué.

L'opération a été menée à la suite de la fouille d'un véhicule de tourisme, à l'intérieur duquel cet

te quantité de psychotropes a été découverte dissimulée, selon le communiqué, qui a précisé que deux individus à bord du véhicule ont été arrêtés et présentés devant les autorités judiciaires compétentes.

Blida

La production de citron en hausse

Une production de plus de 4,5 millions de quintaux d'agrumes est attendue dans la wilaya de Blida, durant la campagne agricole en cours (2025-2026), a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction des services agricoles (DSA).

La wilaya, réputée à l'échelle nationale pour sa production agrumicole, s'attend à engranger une production de 4.509.275 quintaux, soit une moyenne de rendement estimée à 226 quintaux/hectare, a indiqué à l'APS, la responsable de la filière agrumes à la DSA, Djamilia Daoudi.

Elle a souligné que la wilaya "a réalisé une production record d'agrumes durant la campagne écoulée, estimée à 4.962.909 quintaux de différentes variétés, ce qui avait contribué à la baisse des prix".

La responsable a cité parmi les variétés d'agrumes dont la production devrait augmenter cette année, le citron, avec une prévision de 377.735 quintaux, contre 356.274 quintaux lors de la saison écoulée.

Selon Mme Daoudi, cette hausse attendue dans la production de citron s'explique par l'extension des superficies agricoles dédiées à sa culture, passant de 1.263 hectares l'an dernier à 1.409 hectares au cours de la campagne agricole en cours.

A noter que la production de ce fruit à Blida représente près de 44 % de la production nationale, ce qui permet de couvrir une part importante des besoins du marché national en la matière, selon la cheffe du service des statistiques à la DSA, Hadjira Belgherbi.

Alger

L'ETUSA renforce le transport vers les nouveaux pôles urbains

L'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé, jeudi dans un communiqué, la rénovation de 30 bus destinés à renforcer les lignes de transport desservant les nouveaux pôles urbains.

Ces bus renforceront, dans une première étape, les lignes de trans-

port reliant la ville nouvelle de Sidi Abdellah (VNSA) à la gare ferroviaire "Université", Rahmania, Sidi Bennour, Zaatria, la gare ferroviaire de Tessala El Merdja, Magtaa Kheira, Ben Aknoun et Tafourah, ajoute le communiqué, précisant que ces bus entreront en service à partir de ce dimanche.

Tizi-Ouzou

Une bande démantelée pour trafic de psychotropes et agressions

Une bande organisée constituée de sept (7) individus semant le trouble dans les quartiers de la ville de Draa Ben-Khedda, à l'Ouest de Tizi-Ouzou, a été mise hors d'état de nuire, a indiqué jeudi un communiqué de la sûreté de wilaya.

Le coup de filet des éléments de la sûreté urbaine de cette localité fait suite à une opération de surveillance d'un réseau soupçonné de s'adonner à un trafic de stupéfiants et d'agressions à l'aide d'armes blanches.

Les investigations menées ont permis, dans un premier temps, l'identification et l'arrestation de trois (3) individus en possession de comprimés psychotropes et d'armes blanches, et de procéder, ensuite, à l'arrestation du reste de la bande.

L'opération a permis la saisie

d'une quantité de produits stupéfiants, une somme d'argent et six (6) armes blanches de différentes catégories.

Les sept individus ont été présentés devant le parquet de Tizi-Ouzou pour constitution de bande de malfaiteurs, possession et commercialisation de produits stupéfiants et agressions à l'aide d'armes blanches, est-il ajouté de même source.

Un réseau similaire, constitué de 11 personnes a été, pour rappel, démantelé à Tigzirt, au Nord de la wilaya, au début de ce mois de novembre.

Une émission de la radio locale a été consacrée jeudi au phénomène de bandes de quartiers avec la participation de la sûreté de wilaya, des comités de quartiers et des spécialistes, psychologues et sociologues.

Bouira

Deux passeurs arrêtés

Farid Haddouche

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, et notamment le trafic d'êtres humains par voie maritime, l'unité de lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Bouira a démantelé un réseau criminel organisé. Ce réseau composé de 2 individus

originaires de Bouira ciblaient des personnes pour effectuer des traversées maritimes clandestines à des fins lucratives. Ils étaient de connivence avec des individus originaires de wilayas côtières de l'ouest qui organisaient ces traversées illégales vers un pays européen. A l'issue des formalités légales, les suspects ont été déférés devant les autorités judiciaires compétentes.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

24 jomada el oula 1447				
El Fedjr 05h54	Dohr 12h32	Assar 15h20	Maghreb 17h44	Icha 19h05





**CAN 2025 - Préparation****Premier test réussi et des satisfactions à la pelle pour l'EN**

**Les Algériens ont réussi à préserver la dynamique et à faire respecter la hiérarchie en s'imposant devant leurs homologues zimbabwéens lors de leur premier match de préparation à la prochaine CAN.**

M. Zeggai

Comme il fallait s'y attendre, après les forfaits de dernière minute des deux défenseurs Bensebaini et Tougaï, du gardien Luca Zidane et du milieu de terrain offensif Chaïbi, le coach a procédé à plusieurs changements dans son onze de départ afin de tester de nouveaux éléments et d'expérimenter différentes options tactiques. Au final, l'EN a livré une prestation convaincante, remportée par des remplaçants inspirés et épaulés par quelques cadres de l'équipe. Vladimir Petkovic s'est également distingué par une innovation tactique notable : il a positionné Aït Nouri plus haut sur le terrain pour soutenir Maza dans l'animation offensive et apporter davantage de créativité dans l'entrejeu. Résultat : une équipe rayonnante dans la circulation du ballon, avec un jeu à une touche, ce qui a considérablement gêné l'équipe du Zimbabwe. Outre la victoire, plusieurs motifs de satisfaction sont à souligner. Bennacer a gagné du temps du jeu avec les Verts et a offert plus d'équilibre au milieu. La paire centrale Chergui-Belaïd, véritable révélation de cette rencontre, a impressionné par sa solidité et son assurance. Ces deux défenseurs, qui ont été titularisés pour la première fois, se sont affirmés comme des remplaçants de luxe. Hadjam, lui, a confirmé son statut de valeur sûre et pion essentiel dans le dispositif de l'EN. Pour sa part, Maza semble bien parti pour devenir le nouveau dépositaire du jeu, tandis que l'attaquant Amoura reste un élément incontournable, un véritable poison pour les défenseurs adverses grâce à sa vivacité, sa rapidité et son sens du but. Et le moins que l'on puisse dire est que cela a fonctionné. Tant et si bien que l'on pouvait remettre en question le niveau de l'adversité. En tout cas, cette rencontre aura permis au sélectionneur national de voir à l'œuvre les Bekrar, Dorval, Hadj Moussa, Zorgane et Titraoui qui ont été incorporés en seconde période. Histoire de gratter du temps de jeu pour espérer faire partie de la liste finale. En som-

**Vladimir Petkovic convaincu par ses choix**

L'équipe nationale a bien entamé sa préparation en disposant à Djeddah du Zimbabwe. Belle victoire encourageante pour Vladimir Petkovic, qui a certainement tiré plusieurs enseignements de cette première empoignée amicale. En conférence de presse, le sélectionneur national s'est dit satisfait de la prestation fournie par les Verts, tout en soulignant quelques points à améliorer avant le second test face à l'Arabie saoudite. "Ce match a été très utile pour nous sur plusieurs plans", a-t-il commencé par dire avant d'ajouter, "Nous avons essayé de nouveaux joueurs et donner du temps de jeu à ceux qui n'avaient pas eu beaucoup d'occasions auparavant. L'idée était de voir comment ils pouvaient s'intégrer dans notre style de jeu et dans les prin-



me, une belle victoire, avec à la clé deux buts d'anthologie de Hadjem et Amoura, pour les nôtres, qui, engrangent de la confiance avant d'aborder leur prochain test face à l'Arabie saoudite, un adversaire d'un tout autre calibre.

**LE JEU ET LES JOUEURS**

Il est important de souligner que l'EN est parvenue à imposer sa présence en réussissant une prestation encourageante à quelques semaines du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des nations. Benbott n'a pas eu grand-chose à faire dans un match où il n'aura pas eu beaucoup de travail à faire. Belghali a été gêné par l'absence d'un attaquant à l'aile droite, ce qui l'a poussé peut-être à commettre quelques erreurs sur le plan défensif comme le penalty concédé en fin de match. Offensivement, il a montré des choses intéressantes. Chergui a confirmé tout le bien qu'on pensait de lui. Efficace dans les duels, il a fait un match correct dans une configuration d'autant plus qu'il a été associé pour la première fois à Belaïd. Ce dernier a bien exploité le forfait de Tougaï pour montrer sa valeur. Le sociaétaire de la JSK a bien saisi sa chance. Impérial, solide défensivement et capable de créer le surnombre au milieu grâce à ses qualités techniques, il s'est imposé comme une vraie alternative dans l'axe de la défense à condition de confirmer lors des prochaines sorties de l'EN. Hadjam, l'un des meilleurs joueurs sur le terrain. Le la-

cipe que nous essayons d'imposer. Nous avons fait le match qu'il fallait et nous aurions pu marquer davantage de buts". Aussi, le coach national s'est réjoui de la qualité du jeu proposée en première période, marquée par une domination nette des Verts et trois réalisations signées Bounedjah, Amoura et Hadjam. "Nous avons gardé un bon rythme dans l'ensemble, malgré les nombreux changements opérés. Je suis satisfait du niveau affiché et surtout du respect de nos principes, même après les ajustements tactiques", a-t-il tenu à souligner. En revanche, Vladimir Petkovic n'a pas manqué de constater certaines insuffisances en seconde période: "Nous aurions pu marquer davantage, notamment après la pause. Il y a eu un manque d'efficacité devant le but. Cela

téral gauche s'y est montré comme à l'accoutumée à son aise grâce à son potentiel technique, marquant même d'une superbe reprise de volée sur une balle mal renvoyée. Aït-Nouri, toujours au dessus du lot techniquement, le joueur de Manchester City, sans compétition depuis un long moment, n'a pas raté son retour en équipe nationale dans le jeu mais un peu moins en difficulté dans la récupération. Bennacer, quant à lui, a prouvé qu'il n'a rien perdu de sa personnalité et son influence du jeu de l'EN. Bennacer est devenu l'homme par qui les solutions arrivent grâce à la disponibilité et la variation de son jeu. Zerrouki, lui, a été d'un atout non négligeable dans le travail défensif, mais sur le plan offensif il a été par moments absent dans la contribution dans la construction. En revanche, Maza est devenu en un laps de temps assez court l'homme fort de l'EN grâce à son talent, sa vision, sa lecture du jeu, sa force de pénétration et surtout ses passes décisives. Amoura continue d'impressionner et confirmer sa fulgurante ascension. Bounedjah, quant à lui, semble être victime de la nouvelle stratégie tactique de Petkovic, mais a tout de même sauvé son match après avoir eu l'honneur de débloquent la situation sur un caviar d'Amoura. Pour les remplaçants, ils n'ont pas eu suffisamment de temps de jeu pour pouvoir les juger mais, ils restent tout de même des éléments valables sur lesquels on peut se baser pour la reconstruction de l'équipe nationale.

fait partie des aspects que nous devons corriger rapidement", tout en reconnaissant que les conditions climatiques à Djeddah avaient pesé sur les hommes: "La chaleur et l'humidité ont rendu les choses plus difficiles physiquement. "A propos de la suite du stage, et notamment sur le prochain rendez-vous face à l'Arabie saoudite, il dira: "Ce sera un tout autre style d'adversaire, avec une approche tactique différente. Ce match nous permettra de tester d'autres schémas et de continuer à construire notre identité collective en vue de la CAN". En conclusion, l'entraîneur national a souligné l'importance de ce premier test: "Nous avons tiré des leçons importantes aujourd'hui. L'essentiel était de gagner avec la manière, tout en préparant la suite avec confiance". **M. Z.**

**La vie des clubs  
Quel entraîneur pour l'USM Khenchela ?**

Plusieurs noms de techniciens sont annoncés pour la succession de l'ex-coach de l'USMK, Djillali Bahloul. Parmi les entraîneurs évoqués on retrouve celui de l'ancien driver du MB Rouissat, Abdelkader Amrani, Kheir Eddine Madoui et le tunisien Mourad El Okbi

qui a déjà travaillé à l'USMK. Entre les exigences du public et le profil recherché, la direction effectue une véritable course contre la montre mais n'a pas encore tranché jusqu'à maintenant sur l'identité du nouveau responsable technique de l'équipe.

**JS Saoura : Djallit assure l'intérim**

C'est Mustapha Djallit qui assure comme à l'accoutumée l'intérim au sein de la JS Saoura après le départ de Lotfi Boudraâ.

En effet, la direction du club a annoncé avoir trouvé un accord pour une séparation à l'amiable avec son désormais ex-entraîneur. La direction a égale-

ment précisé que la résiliation du contrat s'est faite «d'un commun accord» entre les deux parties. Arrivé à la tête de la JS Saoura durant l'intersaison, après un passage remarqué à l'O. Akbou, Lotfi Boudraâ quitte ainsi la JS Saoura après la défaite concédée à domicile face au Paradou AC.

**ES Mostaganem : Moez Bouakaz pressenti à la barre technique**

Selon nos sources, la direction de l'ES Mostaganem a trouvé un accord pour la résiliation du contrat de l'entraîneur Nadir Leknaoui.

Selon nos informations, la direction a précisé que l'identité du nouveau coach de l'ESM sera révélée «dès la signature du contrat officiel. Il

semble que la piste de Moez Bouakaz semble la plus plausible pour la succession de Nadir Leknaoui. A quatre journées de la fin de la phase aller, l'ESM occupe l'avant-dernière place au classement, synonyme de deuxième potentiel relégable avant d'accueillir l'USM Alger. **M. Z.**

**A Doha, Gouiri prépare son grand retour**

Opéré de l'épaule il y a quelques semaines, Amine Gouiri retrouve peu à peu la forme. En convalescence au centre médical Aspetar de Doha, l'attaquant de l'Olympique de Marseille suit un protocole intensif pour revenir au plus vite sur les terrains. Écarté des terrains après une opération de l'épaule, l'international algérien n'a pas perdu de temps pour entamer sa rééducation. Installé au prestigieux centre Aspetar de Doha, référence mondiale en médecine du sport, Gouiri multiplie les séances pour retrouver sa condition physique. Course, travail de mobilité et exercices spécifiques rythment désormais son quotidien au Qatar. Cette rigueur laisse entrevoir une récupération plus rapide que prévue. Le staff médical se montre optimiste, notant la détermination du joueur à respecter scrupuleusement chaque étape de son

programme. Son engagement exemplaire nourrit l'espoir d'un retour plus précoce que les trois mois initialement annoncés.

L'absence de Gouiri représente un coup dur pour Roberto De Zerbi, déjà confronté à plusieurs blessures majeures dans son effectif. L'attaquant algérien avait su s'imposer dès son arrivée à l'OM, apportant vitesse, technique et créativité dans l'animation offensive. Son retour pourrait coïncider avec la seconde partie de saison, un moment clé où chaque point comptera pour l'OM. Même si sa participation à la CAN 2025 avec l'Algérie semble compromise, Gouiri concentre toute son énergie sur son retour en club. Le staff marseillais espère pouvoir le réintégrer à l'entraînement collectif dès le mois de janvier, pour offrir à De Zerbi une arme offensive supplémentaire avant la reprise des grandes échéances.



Produits chinois à bas prix  
Les petits colis venus de l'étranger  
bientôt taxés dans l'UE



Une étape majeure contre le déferlement en Europe de produits chinois à bas prix: les ministres des Finances ont approuvé jeudi la suppression de l'exonération de droits de douane sur les petits colis importés dans l'Union européenne, qui pourrait entrer en vigueur dès le premier trimestre 2026. Cette exonération concerne les colis d'une valeur inférieure à 150 euros. Sa suppression avait été proposée en février par la Commission européenne et elle devait initialement entrer en vigueur à la mi-2028, en s'alignant sur la réforme de l'union douanière, un vaste projet d'harmonisation et de partage de données entre Etats membres. Mais les Etats, en particulier la France, et la Commission veulent aller beaucoup plus vite et

mettre en application cette mesure le plus vite possible, dès le premier trimestre 2026. Pour ce faire, il faudra établir un système transitoire qui devrait être adopté lors de la prochaine réunion des ministres, le 12 décembre. Cette mesure, prise dans un contexte de tensions commerciales mondiales, vise à lutter contre l'afflux de produits chinois commandés sur des plateformes comme Temu ou Shein ne respectant pas les normes européennes, au grand dam des producteurs et commerçants européens qui dénoncent une concurrence déloyale.

145 COLIS PAR SECONDE

En outre, la masse de paquets à contrôler est telle que les services douaniers se retrouvent souvent débordés et dans l'incapacité de vérifier la conformité des produits. Les statistiques concernant ces produits sont vertigineuses: quelque 4,6 milliards d'envois d'une valeur inférieure à 150 euros sont entrés sur le marché européen en 2024, soit plus de 145 chaque seconde. Sur ce total, 91% provenaient de Chine.

La France, actuellement en plein bras de fer avec la plateforme Shein qu'elle veut suspendre en raison de la vente de produits illégaux - des poupées sexuelles d'apparence enfantine et des armes de catégorie A - s'est réjouie de cette décision qu'elle défendait ardemment.

«La France a pris l'initiative de réagir au phénomène des petits colis. Cela a payé aujourd'hui», s'est réjoui le ministre français de l'Economie Roland Lescure, dans une déclaration à l'AFP.

«C'est une étape clef pour la protection des consommateurs européens et du marché intérieur en luttant plus efficacement contre les produits dangereux et non conformes à nos réglementations européennes. Nous avons franchi un grand pas pour la souveraineté économique de l'Union européenne», a-t-il ajouté. La taxation des petits colis devrait en outre s'accompagner de l'instauration de frais de traitement sur ces mêmes envois à leur entrée dans l'UE. Leur montant n'a pas été encore fixé, mais Bruxelles a proposé en mai deux euros par paquet. L'UE espère pouvoir appliquer ces frais de traitement, qui aideront à financer les contrôles, à partir de la fin 2026.

USA

Les Etats-Unis pourraient refuser un visa pour cause d'obésité

Les étrangers cherchant à émigrer aux Etats-Unis pourraient se voir refuser un visa en raison de leur état de santé, dont l'obésité, selon une directive du département d'Etat qui entre dans le cadre du durcissement de la politique migratoire de l'administration Trump. Les nouvelles règles, qui élargissent considérablement celles déjà en vigueur, figurent dans une notice envoyée plus tôt ce mois-ci par le secrétaire d'Etat Marco Rubio aux ambassades et consulats américains à travers le monde. Parmi les pathologies citées figurent l'obésité, le diabète ou le cancer qui peuvent nécessiter «des soins coûtant plusieurs centaines de milliers de dollars». «Vous devez tenir compte de l'état de santé du demandeur», indi-

cant cette notice révélée en premier lieu par le site spécialisé KFF Health News et dont le contenu a été confirmé par l'AFP. Il est aussi demandé aux ambassades d'évaluer si les personnes à charge ont des «handicaps, des maladies chroniques ou d'autres besoins particuliers et nécessitent des soins».

Les Etats-Unis sont l'un des pays les plus touchés par l'obésité dans le monde, en raison notamment de l'alimentation et du manque d'exercice physique. Depuis son retour au pouvoir en janvier, le président Donald Trump a érigé la lutte contre l'immigration clandestine en priorité absolue, mais il a aussi considérablement durci les conditions d'entrée aux Etats-Unis de migrants réguliers. Par ailleurs, le départ

ement d'Etat a révoqué des dizaines de milliers de visas de personnes aux Etats-Unis, y compris pour des opinions jugées anti-américaines.

«Ce n'est un secret pour personne que l'administration Trump accorde la priorité aux intérêts du peuple américain», a affirmé le porte-parole adjoint du département d'Etat, Tommy Pigott, dans un courriel.

«Cela inclut la mise en oeuvre de politiques visant à garantir que notre système d'immigration ne soit pas un fardeau pour les contribuables américains», a-t-il ajouté.

Les demandeurs de visas à long terme doivent déjà passer une visite médicale et sont scrutés pour des maladies transmissibles.

Slovaquie

Une loi introduit une vitesse limitée sur les trottoirs

Une loi censée améliorer la sécurité sur les trottoirs slovaques, en fixant une vitesse maximale à ses usagers autres que piétons, suscite les railleries et l'exaspération d'une partie de la population contre le gouvernement, accusé de limiter les libertés.

«A 6 km/h, il est difficile de rester en équilibre et même les enfants de 3 à 4 ans dépassent régulièrement» cette vitesse sur leurs vélos, a ironisé auprès de l'AFP Dan Kollar, président de la Cyklokoalicia, un groupe qui milite pour les mobilités douces.

L'amendement, approuvé par le Parlement slovaque fin octobre et qui doit entrer en vigueur le 1er janvier, vise à limiter la vitesse des usagers des trottoirs qui circulent avec «des patins à roulettes, des trottinettes, des planches à roulettes ou des équipements sportifs similaires, ainsi que les cyclistes autorisés à rouler sur les trottoirs», dont les enfants de moins de 10 ans et leurs accompagnateurs, selon un communiqué du ministère de l'Intérieur reçu jeudi. Cela sous peine d'une amende de 100 euros. Cette limite de 6 km/h a provoqué une vague

de moqueries sur les réseaux sociaux, avec des images détournées montrant un radar flashant un piéton à 6,2 km/h et lui demandant de «freiner» entre autres.

Le gouvernement crée une situation dans laquelle «les enfants enfreindront la loi tous les jours et nous leur apprendrons que c'est acceptable», a déploré M. Kollar, qui juge «absurde» cette législation. Un autre groupe de citoyens appelé les «Mères inquiètes» a demandé au président de ne pas signer la loi.

L'année dernière, 67 piétons et 22 cyclistes ou utilisateurs de trottinettes sont morts dans des accidents en Slovaquie, selon les statistiques de la police, qui ne consigne cependant pas si ces accidents ont eu lieu sur les trottoirs ou sur la route.

Depuis que le Premier ministre Robert Fico est revenu au pouvoir en 2023 dans le pays d'Europe centrale de 5,4 millions d'habitants, il a fait adopter une série d'amendements législatifs pour limiter les droits individuels.

La Slovaquie affiche la production de voitures la plus élevée au monde par habitant.

Migration

L'Italie défend l'accord conclu avec l'Albanie

La Première ministre italienne Giorgia Meloni a défendu jeudi son accord très critiqué sur les migrants avec l'Albanie, assurant que les obstacles juridiques qui ont retardé le plein fonctionnement des centres de rétention hors d'Italie seraient bientôt levés.

«Le protocole fonctionnera sans aucun doute dès l'entrée en vigueur du nouveau pacte (européen) sur la migration et l'asile», a déclaré Mme Meloni à l'issue d'un sommet intergouvernemental avec l'Albanie à Rome.

Selon elle, «les centres fonctionneront exactement comme prévu dès le départ» dès l'entrée en vigueur, prévue mi-2026, de ce pacte adopté par l'Union européenne l'année dernière. Mme Meloni et son homologue albanais, Edi Rama, ont signé fin 2023 un accord visant à externaliser le traitement des demandeurs d'asile interceptés en mer vers des centres gérés par l'Italie en Albanie.

Mais cette mesure phare du gouvernement ultraconservateur italien est bloquée en raison de multiples recours juridiques devant les tribunaux italiens.

Les centres pour migrants sont restés en grande partie vides depuis leur ouverture il y a un an, malgré les efforts de Rome pour les reconverter en structures d'accueil pour les personnes en attente d'expulsion.

L'accord historique sur la migration, signé par l'UE, durcit les procédures aux frontières et prévoit une accélération des expulsions.

Depuis son adoption, l'exécutif européen a préparé le terrain pour que les Etats membres créent des centres de retour pour migrants hors de l'Union, tout en publiant une liste de pays d'origine dits «sûrs», ce qui compliquera l'accès à l'asile pour les citoyens de ces pays.

Lors du sommet à Rome jeudi, l'Albanie et l'Italie - principal partenaire commercial de Tirana - ont signé plus d'une douzaine d'accords pour renforcer leur coopération dans des domaines aussi variés que l'énergie, les transports, la sécurité, la défense et la protection civile.

«Environ 3.000 entreprises italiennes sont actuellement implantées en Albanie. Notre objectif est de renforcer cette présence en systématisant nos relations et en créant les conditions propices au développement de nouvelles collaborations», a déclaré Giorgia Meloni aux journalistes.

Elle a ajouté que l'Italie soutenait l'adhésion de l'Albanie à l'UE.

Selon Mme Meloni, la priorité est l'achèvement du Corridor 8, un corridor stratégique de défense et de commerce reliant le sud de l'Italie à la mer Noire en Bulgarie, en passant par l'Albanie.

Aucun détail n'a été fourni concernant la coopération en matière de défense entre les deux pays, mais la liste des accords comprend un mémorandum signé entre l'italien Leonardo et l'albanais KAYO.

L'Italie livrera également deux bateaux patrouilleurs aux garde-côtes albanais.

Publicité



■Vends un appartement au rez-de-chaussée, F2 qui peut servir comme bureau pour profession libérale, aussi avec une cuisine séparée, aux 226 logements CJR 1, n°1, îlot 33, Arzew. Oran acté et livret foncier. Tél : 0784.51.17.05

PENSÉE

Le 5 octobre 2025, un grand homme du monde sportif nous a quittés, BENAÏSSA Abdelkader.



Homme d'une grande bonté, au cœur généreux et à l'esprit droit, tuas marqué la vie de tous ceux qui l'ont connu. Ton épouse et tes enfants te pleurent chaque jour. Tu resteras à jamais dans nos cœurs. Repose en paix cher papa, cher époux...Que Dieu t'accueille dans Son Vaste Paradis.



Communiqué de Presse

Dans le cadre de son engagement à soutenir les initiatives visant à la promotion du patrimoine national et de l'artisanat, l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) a le plaisir d'annoncer son partenariat média du Salon International de l'Artisanat et du Tourisme SIAT 2025.

Ce partenariat consiste en un accompagnement de l'affichage sur les panneaux publicitaires, et ce, dans le cadre de la campagne médiatique et promotionnelle lancée par l'Agence Nationale de l'Artisanat Traditionnel, l'organe organisateur du salon. Ce dernier se déroule du 09 au 15 novembre 2025 au niveau du Palais de la Culture, Moufdi Zakaria, Alger.

Cette initiative s'inscrit dans la politique de l'entreprise ayant pour objectif de contribuer activement à la valorisation de la culture et de l'économie nationales, également, à soutenir les artisans et les artistes qui représentent, à travers leurs œuvres, la richesse du patrimoine et de l'artisanat algériens et leur authenticité.



2

## 21.10 N'oubliez pas les paroles



Quelques-uns des plus grands gagnants de "N'oubliez pas les paroles" ont répondu à l'appel de Nagui pour se mesurer les uns aux autres tout au long d'une compétition exceptionnelle. Le résultat : un championnat de haut vol, où les candidats doivent donner le meilleur d'eux-mêmes pour décrocher le premier prix. Tout au long de cette soirée placée sous le signe de la musique, des surprises et des moments hauts en couleur rythment le parcours des chanteurs...

23.25 Quelle époque !

3

## 21.10 Menace sur Kermadec



Sur la côte bretonne battue par les vents, où les falaises escarpées surplombent une mer souvent déchaînée, le village de Kermadec semble vivre au rythme immuable des marées et des filets de pêche. Pourtant, sous ses airs de havre de paix, ce petit port cache des tensions sourdes et des secrets bien enfouis. Tout bascule un matin lorsque le corps d'un instituteur, respecté de tous, est découvert au pied d'une falaise. Accident ? Suicide ? Les gendarmes locaux, habitués aux drames marins plus qu'aux affaires criminelles,

4

## 21.05 Lemming



Dans une banlieue résidentielle aseptisée, où les pavillons identiques et les jardins soigneusement entretenus masquent une tension sourde, Alain Getty (Laurent Lucas), un ingénieur en domotique brillant et ambitieux, vient de s'installer avec son épouse Bénédicte (Charlotte Gainsbourg). Leur nouvelle vie, censée incarner la réussite et la stabilité, bascule le soir où ils invitent à dîner Richard Pollock (André Dussollier), le patron charismatique d'Alain...

23.05 Serial killer, autopsie d'une fascination

5

arte

TMC

09.55 Les Moodz  
10.15 SOS animaux orphelins  
10.45 Silence, ça pousse !  
12.14 Fraternité générale  
12.40 Corée du Sud, leçons de gastronomie  
13.30 La grande prairie, le pacte du bison  
15.03 Imprévus  
15.25 Sardaigne, la belle insulaire  
16.25 Thalassa, aventures extrêmes  
17.25 C dans l'air  
18.55 C à vous  
21.05 Échappées belles

10.05 Cuisines des terroirs  
10.30 Le Belize : Un paradis à préserver  
12.00 Les super-prédateurs des mers  
12.45 Méduses : Les souveraines des océans  
16.50 Invitation au voyage  
17.30 New York et ses food trucks  
18.05 Umoja, le village sans hommes  
18.50 Arte reportage  
19.45 Arte journal  
20.05 28 minutes samedi  
22.25 Transition, accompagner son enfant  
23.15 I Am What I Am

09.45 Quotidien  
11.35 Un Noël traditionnel  
13.10 Recherche fiancé pour Noël  
16.20 Une famille surprise pour Noël  
17.55 De Dirty Dancing à Ghost : le destin brisé de Patrick Swayze  
19.30 Whitney Houston : le destin brisé d'une étoile  
21.15 Vos 40 chansons préférées des Enfoirés

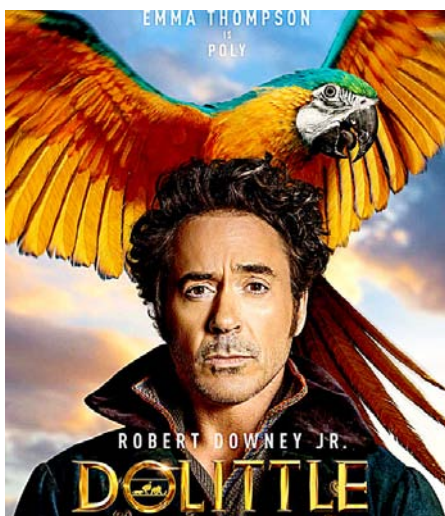


CINE + PREMIER 19.50

THE TOWN

Acteur: Ben Affleck, Rebecca Hall, Jon Hamm, Jeremy Renner, Blake Lively...

Dans le quartier tumultueux de Charlestown à Boston, Doug MacRay (Ben Affleck) se distingue en tant que chef d'une bande redoutable de braqueurs de banques. Bien que Doug vive sans attaches ni responsabilités, son existence prend un tournant dramatique lors d'un braquage où sa bande prend en otage Claire Keesey (Rebecca Hall), la directrice de la banque. Bien que Claire soit relâchée saine et sauve,...



CANAL+ family 20.50

LE VOYAGE DU DR DOLITTLE

Acteur: Robert Downey Jr., Antonio Banderas, Michael Sheen, Jim Broadbent, Après avoir perdu sa femme, le Dr Dolittle (Robert Downey Jr.), un médecin excentrique doté du don rare de communiquer avec les animaux, se retire dans sa majestueuse demeure anglaise, coupé du monde extérieur. Sa solitude est brusquement interrompue par la visite d'une proche de la cour royale, qui lui demande d'intervenir d'urgence au palais. La reine est gravement malade et nécessite des soins immédiats. Pour lui venir en aide, Dolittle doit se lancer dans une quête audacieuse à la recherche d'un antidote, dont la clé réside dans un mystérieux arbre d'Eden, caché sur une île secrète.



CANAL+ CINEMA 21.00

PARTHENOPE

Acteur: Celeste Dalla Porta, Stefania Sandrelli, Gary Oldman, Daniele Rienzo...

Née en 1950 dans une splendide demeure du quartier de Posipillo, à Naples, Parthenope Di Sangro, dont le parrain est un puissant armateur, grandit en grâce et en sagesse. La jeune femme, qui étudie brillamment l'anthropologie, suscite depuis toujours le désir de Sandrino, le fils de la domestique des Di Sangro, mais aussi de Raimondo, son frère aîné, qui finit par se suicider. AU début des années 1970, la jeune femme, diplômée d'anthropologie, travaille sous la férule de son directeur de thèse,...

# TÉLÉVISION

TF1

## 23.40 Vendredi, tout est permis avec Arthur



11.50 Les douze coups de midi  
13.00 JT 13h  
13.40 Restos du cœur : Tous mobilisés  
14.50 Grands reportages  
16.10 Les Docs du week-end  
17.15 Star Academy, la quotidienne  
17.55 50mn Inside  
20.00 JT 20h  
21.00 Rugby : France / Fidji  
22.55 Rugby : L'après-match

Patrick Chanfray, Antonia de Rendinger, Tarek, Manu Levy, Kevin Razy se prêtent au fameux jeu du "roast". C'est Arthur, ce soir, qui active ce bouton. Les sociétaires peuvent ainsi appuyer dessus pour dire tout ce qu'ils ont sur le cœur à Arthur, tout ce qu'ils gardent au fond d'eux. Ils ont enfin la possibilité de l'utiliser face à leur présentateur préféré. Ils continuent de jouer à des épreuves farfelues, mais aussi de se venger de toutes ces années de décor penché, d'In the dark, de décollage immédiat et bien plus. Une soirée qui s'annonce pleine de rires et de rebondissements.

6

## 21.10 Cauchemar en cuisine



10.10 66 minutes  
12.45 Le 12.45  
13.30 Scènes de ménages  
13.45 Cauchemar en cuisine  
17.30 La roue de la fortune



19.45 Le 19.45  
20.35 Scènes de ménages

Le chef Philippe Etchebest pose ses valises à Saint-Malo-de-Guersac, en Loire-Atlantique, pour venir en aide à Myriam, propriétaire d'un restaurant depuis moins d'un an. La première impression est très positive pour le chef, notamment pour ce qui est de la qualité des plats. Le service est également très satisfaisant et l'équipe de l'établissement semble soudée. Pourtant, la situation financière dans laquelle se trouve Myriam raconte une toute autre histoire.

CANAL+

## 21.06 Zion



12.12 L'hebd'Hollywood  
12.29 Super plan  
17.59 Ferrari, Tsamere, Lecaplain: La Tournée du Trio  
19.58 Jamel Comedy Club



20.28 Zion, l'aventure du film

Dans les ruelles ensoleillées et les bas-fonds ombrageux de la Guadeloupe, où la chaleur étouffante se mêle aux tensions sourdes d'une société en équilibre précaire, Chris mène une existence aussi chaotique qu'incertaine. Entre petits trafics pour joindre les deux bouts et une vie sentimentale aussi intense qu'éphémère, il enchaîne les nuits sans lendemain et les combines risquées, navigant à la limite de la légalité. Son quotidien, fait de débrouillardise et d'insouciance apparente, bascule le jour où Odell,

PLANETE +

TFX

W9

09.02 American Pickers, la brocante made in USA  
12.53 Guy Martin's Top Gun  
14.03 La vengeance d'un roi  
15.03 Les six femmes d'Henri VIII  
16.05 Secrets de châteaux  
17.44 Conquistadors : de la gloire à la décadence  
19.23 American Pickers...



09.25 One Piece  
11.20 Pop : le magazine des pratiques culturelles des 15-35 ans  
11.35 Cleaners les experts du ménage  
20.10 Star Academy, la quotidienne  
21.10 Chroniques criminelles : Affaire Jubillar : ni corps, ni aveux...



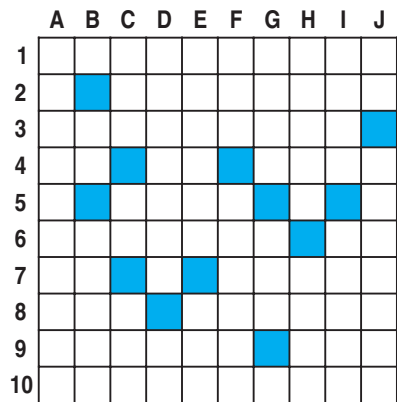
10.10 Absolument stars  
11.40 Desperate Housewives : S 4



17.30 La petite histoire de France







Horizontalement:

1. Répétition générale.
2. Autant parler à un chameau.
3. Croquemitaine, le père !
4. Une affaire d'or. Au fur et à mesure. Pièces de golf et de rugby.
5. Base de calcul.
6. Pilote d'essai.
7. En suite. Doucette.
8. Capucin.
9. Sonner les cloches.
10. Les ripoux les préfèrent grosses.

Verticalement:

- A. Passé maître aux échecs.
- B. Son accent trahit le lieu. Fournisseur de papier d'argent.
- C. Triste sire. Deux à trois. Mauvais vin.
- D. Fleurs bleues qui se prennent pour des barbeaux ! Pronom.
- E. La forme la plus élevée d'adoration de Dieu. L'ami de Maupassant.
- F. Fête gâchée au Vietnam. Singulier personnage.
- G. Cavité nasale. Très court.
- H. Traces de bête. Beigne.
- I. Montée au paradis. Brocante.
- J. Son sens ne fait qu'un tour. Chanteuses de charme.

E	S	R	O	T	N	E	E	S	S	A	R	R	E	T
T	D	N	O	F	S	R	E	I	A	L	E	E	L	A
E	Y	O	H	I	E	T	R	R	L	L	R	I	I	T
R	B	I	T	I	T	U	U	U	A	E	R	A	L	
C	B	T	C	E	E	O	P	O	T	G	A	D	V	U
E	O	A	S	C	F	R	M	S	E	M	G	N	A	S
S	L	S	R	I	V	O	I	S	I	N	D	E	R	E
G	O	I	S	E	J	D	U	A	P	A	R	C	T	R
F	O	L	I	C	U	T	N	E	M	E	S	N	A	P
N	Z	A	L	E	G	A	D	N	A	H	C	R	A	M
E	E	R	L	I	E	D	U	T	I	T	P	A	N	I
M	S	U	O	N	E	T	I	L	A	I	T	P	U	N
M	S	T	N	C	R	E	T	U	C	E	S	R	E	P
O	A	A	A	M	O	R	U	E	I	R	E	T	N	I
G	V	N	E	I	R	E	S	E	G	N	A	S	E	M

ASSEZ – CENDRIER – CRAPAUD – DECAN – ENTORSE – FOND – FOSSETTE- FOUR – GLACIER – GOMME – HIER – INAPTITUDE – INTERIEUR – JUGE – LAIE – LIEGE – LOBBY – MARCHANDAGE – MARI – MESANGE – MORUE – MOULER – NATURALISATION – NIECE – NOIRCEUR – NUPTIALITE – PANSEMENT – PERSECUTER – PULL – RESULTAT – SANG – SECRET – SERIE - SILLON – SOTTISE – STAR – TERRASSE – TRAVAIL – VANNE.

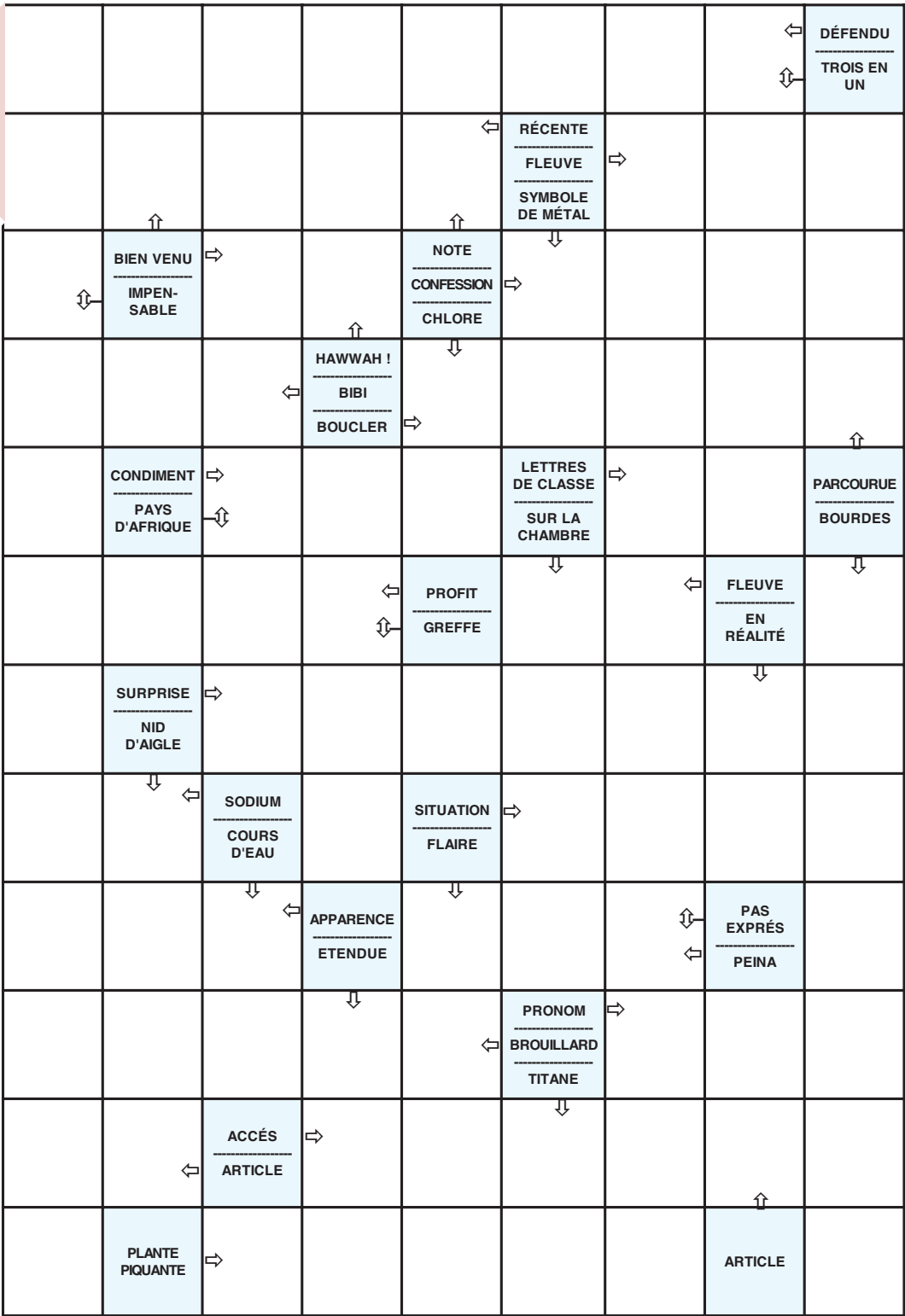
Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :  
- Mon 1er parle. Mon 2e est une hallucination.  
Mon tout est une opération de calcul.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
A	R	V										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

5	4	11	9	6	5	1	10	7	5			
1	7	4	8	4		11	9	2	1			
8	9	5			2	16	7		9			
16	6	5	6	3	4		2	6	7			
10		6	10		1	3	6	11	4			
	9	10	6	4	5		7	4	4			
13	7		7			5	6		5			
8	6	7	6	15	4		3	1				
1	8	4	1		13	8	4	2	13			
5	4	8	8	4		16	5	4	2			
5		8	4		11	9		5	16			
4	9	4		1	9	7	16		6			
5	2		4	17	14	2	4	5	5			
	4	2			4	4		11	4			
2	4	15	2	4	5	5	6	12	5			

Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLÈCHES N° 9422



SUDOKU N° 2422

			6	2	8				
	9	4	1			8		3	
							6	7	
	7	1		4			3	6	
		2	5	1	6	9			
		9							
9		8					1		
		3		9				4	
2			8	1	7	5			

FLÈCHES N° 9421

T	R	A	B	E	N	D	O
C	A	G	A	T	E	S	
A	L	L	E	G	E	E	R
S	U	A		A	S		A
S	A	I	N	T		O	T
E	N	T	I	E	R		R
R	D		A	L	L	E	E
O	A	B		L		L	E
L		R	E	E	L	L	E
E	T	A		S	I	E	N
E	M	U		E		T	E
B	L	E	S	S	U	R	E

CROISÉS N° 9421

N	E	C	R	O	L	O	G	I	E
E	X		A	V	I	R	O	N	S
U	P	A	S		E			T	C
T	R	U	C	S		C	R	E	A
R	E	V	A	N	C	H	A	R	D
A	S	E	S		C	E	D	E	R
L		N	S	T		R	O	T	I
I	N	T	E	R	D	I	T		L
T	E	S		I	R	R	E	E	L
E	T		C	O	U	A	R	D	E

FOUILLIS N° 9421 : CAUCHEMAR (Coche-Mare)

SUDOKU N° 2421

8	6	2	5	9	4	1	7	3
9	3	7	1	6	8	5	2	4
4	5	1	2	3	7	6	8	9
5	7	8	6	1	3	9	4	2
6	4	9	7	8	2	3	1	5
1	2	3	9	4	5	8	6	7
7	8	5	3	2	1	4	9	6
3	9	4	8	7	6	2	5	1
2	1	6	4	5	9	7	3	8

CODÉS N° 9421

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
A	D	M	I	T	S							
E	O	R	U	N	G							
L	F	C	P									



10 ERREURS





## Les Etats-Unis annoncent une nouvelle opération militaire en Amérique latine



Le ministre américain de la Défense a annoncé jeudi une opération militaire visant à «éliminer les narco-terroristes», après un renforcement de la présence navale du pays dans les eaux latino-américaines qui fait craindre des frappes terrestres et un conflit plus large. L'administration du président Donald Trump conduit depuis août une campagne militaire dans les Caraïbes et le Pacifique, avec notamment une demi-douzaine de navires de guerre et des forces aériennes dans le cadre de ce qu'elle assure être une opération anti-drogue. Ces dernières semaines, les Etats-Unis ont dit avoir mené une vingtaine de frappes aériennes dans cette région contre des embarcations qu'ils accusent-sans présenter de preuves - de transporter de la drogue, faisant au total 76 victimes. Sollicité, le Pentagone n'a pas donné plus de précision sur l'opération «Southern spear».

Mercredi, la chaîne américaine CBS News a cité plusieurs sources affirmant que de hauts responsables militaires avaient présenté à M. Trump différentes options pour des opérations au Venezuela, dont des frappes terrestres.

## La facture mondiale des importations alimentaires devrait grimper de 8%



La facture mondiale des importations alimentaires devrait augmenter de près de 8% en 2025 sur un an, tirée par les cours du café et du cacao, biens essentiellement achetés par les pays riches, tandis que les prix des céréales et du sucre ont plutôt reculé, indique jeudi un rapport de la FAO.

Le montant des importations des principales denrées devrait s'élever cette année à 2.220 milliards de dollars, en hausse pour la 2e année consécutive après un bref repli en 2023. Cette augmentation est due «largement» au boom des prix de produits à forte valeur comme le café, le cacao, le thé ou les épices, dont les prix à l'import ont grimpé en moyenne de 34,5%, mais qui connaissent une forte demande, explique l'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture dans son rapport sur les marchés alimentaires mondiaux.

Cette hausse tient en partie aux intempéries subies par plusieurs gros pays producteurs (Brésil, Indonésie, Vietnam pour le café, Côte d'Ivoire et Ghana pour le cacao). Par contraste, des prix en baisse pour les céréales et le sucre modèrent le bilan.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## La Côte d'Ivoire renforce ses frontières face à un afflux «inhabituel» de réfugiés maliens



Le gouvernement ivoirien a annoncé jeudi un renforcement de la sécurité à sa frontière nord, en réponse à un afflux «inhabituel» de réfugiés maliens fuyant des attaques de «groupes armés terroristes» dans le sud du Mali.

Depuis septembre, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affilié à Al-Qaïda, cible les camions-citernes

transportant du carburant depuis le Sénégal et la Côte d'Ivoire, par où transitent la majorité des biens destinés au Mali.

Plusieurs véhicules ont été incendiés, des chauffeurs ainsi que des soldats tués près de la frontière ivoirienne.

Mercredi, des centaines de personnes fuyaient les environs de Loulouni, à 50 km de la frontière ivoirienne, pour d'autres

ville maliennes, après une attaque jihadiste contre des chasseurs traditionnels dozos qui s'opposaient à eux, selon des sources locales à l'AFP.

Dans un communiqué jeudi, le Conseil national de sécurité (CNS), qui réunit l'appareil sécuritaire ivoirien, dit avoir «été informé de plusieurs flux inhabituels de réfugiés, en provenance du Mali».

## Tunisie: manifestation réclamant la fermeture du complexe de Gabès



Des centaines de personnes ont manifesté jeudi à Gabès, en Tunisie, devant un tribunal qui examinait une plainte réclamant l'arrêt des unités polluantes d'un complexe chimique, rendu responsable de dizaines d'intoxications depuis début septembre. L'un des manifestants, Mohamed Amairi, a dit espérer que «la cour nous rendra justice en mettant fin à un crime environnemental qui dure depuis plus de 50 ans». Mounir Adouni, chef du barreau local des avocats, à l'origine de la plainte en référé déposée le mois dernier, a indiqué à l'AFP avoir «présenté des preuves de ce qui constitue un crime contre la ville». Les débats se poursuivront jeudi prochain, selon l'avocat, qui a manifesté une certaine impatience. Des vidéos d'élèves pris en charge par des ambulances ou évacués dans les bras de proches après des malaises et suffocations ont poussé à trois reprises jusqu'à des dizaines de milliers de manifestants dans les rues de Gabès en octobre.

## Afrique du Sud: 153 Palestiniens autorisés à débarquer après 12 heures dans un avion

Plus de 150 Palestiniens, bloqués par la police aux frontières sud-africaine pendant plus de 12 heures dans un avion sur le tarmac de l'aéroport international de Johannesburg, ont été finalement autorisés à débarquer jeudi soir, a-t-on appris de source officielle. Ces 153 Palestiniens ont atterri jeudi peu après 08H00 (06H00 GMT) à l'aéroport O.R. Tambo de Johannesburg à bord d'un vol charter de la compagnie sud-africaine Global Airways, en provenance du Kenya, selon un communiqué de la police aux frontières.

Pendant de longues heures, les 153 passagers, hommes, femmes et enfants, n'ont pas été autorisés à sortir de l'appareil au motif notamment qu'ils n'avaient pas le tampon habituel de départ dans leurs passeports», explique la police aux frontières, qui précise qu'aucun d'entre eux «n'a exprimé son intention de déposer une demande d'asile». Au total, 130 sont entrés sur le territoire et les 23 autres attendaient de prendre une correspondance pour une autre destination de leur choix, selon la police aux frontières.



## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### LES DROGUES, UNE NOUVELLE PANDÉMIE

Aujourd'hui, on a découvert que ce lexique faisait l'une des principales actualités jusqu'à s'intégrer dans la voisine actualité pour que le fléau laisse penser qu'une guerre mondiale est engagée contre lui. La bataille ne s'arrête pas dans un engagement contre ses ressorts malfaisants, mais permet aussi, de plus en plus, des enchainements propices à la perversité politique susceptible d'engendrer des guerres et des conflits armés. Les événements actuels au large du Venezuela et dans toute l'Amérique latine, comme du reste les manigances malfaisantes

du pouvoir marocain se servant d'attributs droguant en sont de parfaits exemples.

Ainsi, certains pouvoirs politiques, au sommet de leur dégradation humaine seraient les pères fondateurs de spéciales pandémies. Néanmoins, le phénomène des drogues est surtout la représentation spectaculaire d'une réelle épidémie particulière démontrant qu'un pan des existences humaines n'est pas dans la normalité. Produit des crises variées et des déphasages multiples que rencontrent les sociétés humaines, les vies ont du mal à bénéficier d'une stabilité.

Le lot des drames et des catastrophes s'amplifiant, il dérègle les consciences pour ouvrir la porte aux tentations suicidaires faute de trouver fermée celle de la sérénité et du bonheur.